



# EASO

## Rechercher des informations sur la situation des lesbiennes, des gays et des bisexuel(le)s (LGB) dans les pays d'origine

*Les guides pratiques de l'EASO*

Avril 2015





# EASO

## Rechercher des informations sur la situation des lesbiennes, des gays et des bisexuel(le)s (LGB) dans les pays d'origine

*Les guides pratiques de l'EASO*

**Avril 2015**

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses  
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.***

**Un numéro unique gratuit (\*):**

**00 800 6 7 8 9 10 11**

(\* Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits  
(sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet  
via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Print	ISBN 978-92-9243-394-9	doi:10.2847/84597	BZ-02-15-087-FR-C
PDF	ISBN 978-92-9243-393-2	doi:10.2847/70048	BZ-02-15-087-EN-N

© Bureau européen d'appui en matière d'asile, 2015

Ni l'EASO ni aucune personne agissant en son nom ne sauraient être tenus responsables  
de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans le présent document.

## Remerciements

Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) souhaite remercier les services d'asile nationaux et l'organisation non gouvernementale suivants, corédacteurs du présent guide:

- ✓ Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA), Centre de documentation et de recherche (Cedoca), Belgique;
- ✓ Service de l'immigration et de la naturalisation, Bureau d'information sur les pays et d'analyse des langues (OCILA), Pays-Bas;
- ✓ Organisation pour la défense des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants (ORAM);

Ce guide a été révisé par les personnes ou institutions suivantes:

- ✓ Service danois de l'immigration, information sur les pays d'origine, Danemark;
- ✓ Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR), division de la protection internationale;
- ✓ Lilian Tsourdi, réseau universitaire Odysseus/université libre de Bruxelles (ULB).

L'EASO souhaite également remercier pour leurs contributions les participants à l'atelier qu'il a organisé les 20 et 21 mai 2014, à Malte. Cet atelier était consacré à l'information sur les pays d'origine (COI) et aux lesbiennes, aux gays, aux bisexuel(le)s, aux transgenres et aux intersexué(e)s (LGBTI). Une grande partie des pratiques, sources, suggestions et instruments nationaux partagés par les participants durant cet atelier ont été inclus dans ce guide.

L'EASO remercie également Lifos, le Centre d'information et d'analyse sur les pays d'origine (Agence suédoise des migrations, Suède), d'avoir partagé son expérience de la collecte d'informations sur les LGB durant les missions exploratoires.

\*\*\*

Si vous souhaitez faire une remarque sur le présent document, veuillez contacter l'EASO à l'adresse suivante (CIDA@easo.europa.eu).

Le présent document, ou toute information extraite de ce document, doit être cité de la manière suivante:

EASO (Bureau européen d'appui en matière d'asile), «Rechercher des informations sur la situation des lesbiennes, des gays et des bisexuel(le)s (LGB) dans les pays d'origine», *Les guides pratiques de l'EASO*, avril 2015, <http://easo.europa.eu/asylum-documentation/easo-publication-and-documentation/>, date d'accès.

# Sommaire

Remerciements.....	3
Abréviations .....	6
<b>1. Introduction.....</b>	<b>8</b>
Portée et objectifs du guide .....	8
Contexte .....	8
Les défis .....	9
Les réponses .....	10
La méthodologie .....	11
Présentation générale.....	12
<b>2. Terminologie.....</b>	<b>13</b>
Variations des concepts et des termes .....	14
Concepts de soi utilisés par les LGB.....	15
<b>3. Table des matières et thématiques à explorer .....</b>	<b>18</b>
Table des matières d'un rapport COI sur les personnes LGB .....	18
Introduction/Avertissement .....	19
Thématiques de recherche (liste non exhaustive).....	20
Cadre juridique.....	20
Application des lois .....	21
Traitement par les acteurs étatiques.....	21
Traitement par les acteurs non étatiques.....	22
Vie sociale .....	23
<b>4. Présentation générale des sources .....</b>	<b>24</b>
Utilisation de sources variées .....	24
Organismes gouvernementaux .....	25
ONG internationales.....	25
ONG internationales spécialisées (LGB).....	25
ONG locales.....	26
Organes des Nations unies .....	27
Universités, instituts ou centres de recherche .....	27
Médias (généralistes et spécialisés) .....	28
Revues de sciences sociales, revues ou études médicales (VIH) .....	28
Portails COI et médias sociaux en tant que plates-formes de sources.....	28
Sources non électroniques.....	30
Livres.....	30
Conférences/Ateliers.....	30
Documentaires/Films .....	31
Missions exploratoires .....	31
Sources orales .....	32

<b>5. Outils de recherche, de suivi et de partage des informations</b> .....	<b>34</b>
Mots clés/Termes de recherche .....	34
Outils en ligne .....	35
Autres outils.....	35
Exemples de pratiques et d'outils nationaux .....	36
Projet d'harmonisation COI LGB (Belgique, Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, CGRA/Cedoca) .....	36
Groupe focal sur les LGBTI (France, Office français de protection des réfugiés et apatrides, OFPRA/DIDR) .....	36
Lignes directrices internes (Suède, Agence suédoise des migrations/Lifos) .....	37
<b>6. Limites des recherches</b> .....	<b>38</b>
Temps limité.....	38
Informations limitées ou inexistantes.....	38
<b>Annexe I — Liste de contrôle des recherches et de la qualité</b> .....	<b>39</b>
<b>Annexe II — Liste des sources</b> .....	<b>41</b>
Specialised NGOs .....	42
Specialised platforms/networks/portals.....	43
Specialised regional NGOs — Africa .....	44
Specialised regional NGOs — Asia.....	45
Specialised regional NGOs — Europe .....	45
Specialised regional NGOs — Latin America .....	45
Non-specialised NGOs.....	46
Non-specialised portals .....	47
Health-related organisations .....	47
European bodies .....	48
UN organisations .....	48
National asylum administrations .....	49
Universities — Research centres/institutes .....	50
Media (specialised and non-specialised).....	51
Blogs .....	52
Others.....	52
<b>Bibliography</b> .....	<b>53</b>

## Abréviations

<b>Accord</b>	Centre autrichien de recherche et de documentation sur les pays d'origine et l'asile
<b>ASM</b>	arabe standard moderne
<b>Cedoca</b>	Centre de documentation et de recherche (CGRA, Belgique)
<b>CGRA</b>	Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (Belgique)
<b>COI</b>	information sur le(s) pays d'origine ( <i>country of origin information</i> )
<b>DCR</b>	Association néerlandaise pour les réfugiés
<b>DIDR</b>	division de l'information, de la documentation et des recherches (OFPRA, France)
<b>EASO</b>	Bureau européen d'appui en matière d'asile
<b>FFM</b>	mission exploratoire ( <i>fact-finding mission</i> )
<b>FHDH</b>	Fondation Helsinki pour les droits de l'homme
<b>FSF</b>	femmes ayant des rapports sexuels avec d'autres femmes
<b>GLAAD</b>	Alliance des gays et des lesbiennes contre la diffamation
<b>HCDH</b>	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
<b>HCR</b>	haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés
<b>HRW</b>	Human Rights Watch
<b>HSH</b>	hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes
<b>IGLHRC</b>	Commission internationale gay et lesbienne pour les droits de l'homme
<b>ILGA</b>	Association internationale des lesbiennes, des gays, des bisexuel(le)s, des transgenres et des personnes intersexuées
<b>LGB</b>	lesbiennes, gays et bisexuel(le)s
<b>LGBT</b>	lesbiennes, gays, bisexuel(le)s et transgenres
<b>LGBTI</b>	lesbiennes, gays, bisexuel(le)s, transgenres et intersexué(e)s
<b>LGBTIQ</b>	lesbiennes, gays, bisexuel(le)s, transgenres, intersexué(e)s et queer
<b>MST</b>	maladies sexuellement transmissibles
<b>OCILA</b>	Bureau d'information sur les pays et d'analyse des langues (Pays-Bas)
<b>OFPRA</b>	Office français de protection des réfugiés et apatrides (France)
<b>ONG</b>	organisation non gouvernementale
<b>ORAM</b>	Organisation pour la défense des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants
<b>RSS</b>	flux de dépêches
<b>SGN</b>	de sexualité et de genre variant
<b>sida</b>	syndrome d'immunodéficience acquise
<b>SMA</b>	Agence suédoise des migrations (anciennement, Office national suédois des migrations)
<b>SOGI</b>	orientation sexuelle et identité de genre



<b>SSRN</b>	réseau de recherche en sciences sociales
<b>UE</b>	Union européenne
<b>UK</b>	Royaume-Uni
<b>ULB</b>	Université libre de Bruxelles
<b>UN</b>	Nations unies
<b>VIH</b>	virus de l'immunodéficience humaine

# 1. Introduction

## Portée et objectifs du guide

Tout en offrant de nombreuses similitudes méthodologiques avec d'autres types de recherche d'informations sur les pays d'origine, l'établissement d'un rapport sur la situation des LGB dans les pays d'origine s'avère une tâche difficile pour plusieurs raisons (diversité des termes de recherche, rareté des sources, informations générales, etc.). Si le chercheur connaît la terminologie, les contextes locaux et les types de sources, comprend les questions à explorer durant la recherche et les termes de recherche pertinents, et obtient des sources d'information alternatives, il sera mieux préparé à affronter les difficultés liées à ce sujet.

Ce guide entend également fournir des références contextuelles, ainsi que des conseils et des sources utiles pour effectuer des recherches sur la situation des LGB dans les pays d'origine.

Il doit être lu conjointement avec l'**annexe II**, qui fournit une liste des sources et des liens vers les sites web correspondants. Afin de pouvoir actualiser régulièrement la liste des liens, la version en ligne du guide sera mise à jour en fonction des besoins. La version la plus récente sera disponible sur le site web de l'EASO à l'adresse: <http://easo.europa.eu/asylum-documentation/easo-publication-and-documentation/>

Le présent guide se concentre sur les recherches concernant la situation des LGB, car les demandeurs de protection internationale transgenres et intersexués sont relativement rares. Toutefois, afin de ne pas exclure d'éventuels thèmes de recherche liés aux personnes transgenres et intersexuées, le glossaire (chapitre 2) et la liste des sources (annexe II) incluent ces deux groupes. L'ensemble du guide emploie l'abréviation **LGB [lesbiennes, gays et bisexuel(le)s]**, sauf lorsqu'il cite d'autres sources qui peuvent utiliser des acronymes différents [par exemple, LGBT ou LGBTI pour lesbiennes, gays, bisexuel(le)s, transgenres et intersexué(e)s].

Ce guide devrait répondre aux besoins des chercheurs expérimentés et inexpérimentés en matière de COI<sup>1</sup>, et à ceux des officiers de protection qui recherchent des informations sur les pays d'origine. Il peut également aider les avocats, les travailleurs de l'aide juridictionnelle et les juges qui interviennent dans le traitement des demandes d'asile.

Il doit être consulté conjointement avec la *Méthodologie relative aux rapports d'information sur le(s) pays d'origine*<sup>2</sup> de l'EASO et les Lignes directrices communes à l'UE pour le traitement de l'information sur le(s) pays d'origine<sup>3</sup>, qui fournissent le cadre général de la méthodologie et des normes de qualité en matière de COI.

Ce guide est un document public.

Les recherches effectuées pour préparer la présente version du guide se sont achevées en février 2015.

## Contexte

Durant les dernières décennies, l'attitude envers les LGB a considérablement évolué dans de nombreuses parties du monde. Les LGB ont défendu leurs droits et ont obtenu la reconnaissance de ces droits, tels le droit de non-discrimination et le droit à une vie privée et familiale. Cette évolution n'a toutefois pas été universelle, car certains pays ont connu une augmentation de l'homophobie, et d'autres n'ont pas dépénalisé l'homosexualité ou l'ont criminalisée davantage. À certains égards, l'écart entre ces pays semble s'être creusé durant ces dernières années<sup>4</sup>. C'est dans ce contexte que certains LGB fuient leur pays d'origine et demandent une protection internationale.

Dans ses «**Principes directeurs** sur les demandes de statut de réfugié fondées sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre dans le contexte de l'article 1A(2) de la convention de 1951 et/ou de son protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés», le HCR précise:

*L'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre d'un demandeur peuvent être pertinentes dans l'examen d'une demande de statut de réfugié lorsque la personne craint d'être persécutée en raison de son orientation sexuelle*

---

<sup>1</sup> Dans le guide, les termes «chercheur de COI» ou «spécialiste en COI» désignent la personne qui fournit des services de COI pour soutenir les praticiens de l'asile. Un chercheur spécialisé dans la COI réunit, sélectionne et valide les informations sur le pays d'origine, et prépare souvent les produits COI. Il effectue également des recherches dans les domaines liés à la COI, afin de vérifier les faits, les événements ou les situations et de réunir des informations sur un pays donné.

<sup>2</sup> EASO, *Méthodologie relative aux rapports d'information sur le(s) pays d'origine*, juillet 2012.

<sup>3</sup> Union européenne, Lignes directrices communes à l'UE pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (COI, *Country of origin information*), avril 2008.

<sup>4</sup> *The Economist*, «The Gay divide», 11 octobre 2014.

*et/ou de son identité de genre réelle ou supposée qui n'est pas, ou n'est pas considérée comme étant conforme aux normes politiques, culturelles ou sociales en vigueur. La prise en compte simultanée du genre, de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre fait partie intégrante de l'évaluation de demandes soulevant des questions d'orientation sexuelle et/ou d'identité de genre. Les préjugés subis pour non-conformité aux rôles qui sont attendus de tel ou tel genre sont souvent un élément central de ces demandes<sup>5</sup> [caractères gras ajoutés].*

L'article 10 de la **directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil** réaffirme que l'orientation sexuelle peut être invoquée comme l'un des cinq motifs de persécution existants:

*En fonction des conditions qui prévalent dans le pays d'origine, un **groupe social** spécifique peut être un groupe dont les membres ont pour **caractéristique commune une orientation sexuelle**. L'orientation sexuelle ne peut pas s'entendre comme comprenant des actes réputés délictueux d'après la législation nationale des États membres. Il convient de prendre dûment en considération les aspects liés au genre, y compris l'**identité de genre**, aux fins de la reconnaissance de l'appartenance à un certain groupe social ou de l'identification d'une caractéristique d'un tel groupe<sup>6</sup> [caractères gras ajoutés].*

Les LGB peuvent être victimes de diverses formes de persécution et de discrimination, résumées par le HCR:

*Les **lesbiennes** peuvent subir des actes de persécution fondés à la fois sur leur genre et leur orientation sexuelle et être exposées, de manière plus fréquente, à des crimes d'honneur et à des viols par des acteurs privés, y compris les membres de leur famille et de leur communauté. Leurs conditions sociales et économiques peuvent obstruer leur accès aux procédures d'asile, à la police et à d'autres formes de protection et de soutien dans les pays d'asile.*

*Les **gays** tendent à mener davantage une vie publique et, par conséquent, sont souvent confrontés à des risques plus immédiats, en particulier infligés par des acteurs gouvernementaux dans les pays où le comportement homosexuel des hommes est une infraction pénale. Les gays peuvent hésiter à révéler aux autorités ou aux prestataires de services les abus sexuels qu'ils ont subis.*

*La **bisexualité** n'est pas bien comprise dans de nombreux pays. Les personnes bisexuelles sont aussi bien attirées par les gens du sexe opposé que par ceux du même sexe, toutefois elles sont persécutées en raison de leurs relations homosexuelles. Elles voient leur orientation sexuelle comme étant souple et en évolution constante, créant la perception erronée que leur sexualité est une question de choix, et non d'identité [caractères gras ajoutés].<sup>7</sup>*

Parce que des ressortissants de divers pays déposent des demandes de protection internationale fondées sur leur orientation sexuelle, il y a un besoin croissant d'informations sur la situation des LGB dans leurs pays d'origine respectifs. Ce besoin a été confirmé par la résolution du Parlement européen du 4 février 2014 sur la feuille de route de l'UE contre l'homophobie et les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. L'UE demande aux autorités compétentes en matière d'asile de «veiller à ce que **la situation juridique et sociale des personnes LGBTI** dans leur pays d'origine soit **systématiquement consignée** et que ces informations soient mises à la disposition des personnes chargées de statuer sur les demandes d'asile, dans le cadre des informations sur le pays»<sup>8</sup> [caractères gras ajoutés].

Toutefois, bien que la recherche documentaire sur la situation des LGB dans les pays d'origine offre de nombreuses similitudes méthodologiques avec d'autres types de recherches sur les pays d'origine, les recherches consacrées aux LGB peuvent constituer, comme indiqué plus haut, une tâche difficile, voire un véritable défi.

## Les défis

- **Comprendre l'enjeu**

Disposer d'une connaissance générale des questions relatives aux LGB permet aux chercheurs spécialisés dans la COI de saisir les **informations juridiques et non juridiques** pertinentes et de rendre compte de ces problèmes de manière **claire et complète**<sup>9</sup>.

Il est particulièrement important de comprendre la terminologie employée dans divers pays pour désigner les LGB, ainsi que les variations culturelles dans l'expression de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre pour conduire

<sup>5</sup> HCR, *Principes directeurs sur la protection internationale n° 9*, 23 octobre 2012.

<sup>6</sup> Directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte).

<sup>7</sup> HCR, *Notes d'orientation 2*, 2011.

<sup>8</sup> Résolution du Parlement européen du 4 février 2014 sur la feuille de route de l'UE contre l'homophobie et les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

<sup>9</sup> EASO, atelier COI et LGBTI, 20 et 21 mai 2014.

les recherches avec **efficacité et objectivité**. La recherche d'informations sur les pays d'origine peut être aisément influencée par les références culturelles d'un chercheur. Une idée préconçue de la manière dont les LGB devraient se comporter et se décrire peut avoir des incidences sur la collecte d'informations des chercheurs.

- **COI rares, incomplètes et générales**

Bien que la quantité et la qualité de l'information sur la situation des LGB dans les pays d'origine aient progressé depuis le début des années 1990, ces informations restent souvent rares, incomplètes et de nature générale. Ce manque d'informations est une source de défis pour les chercheurs spécialisés dans la COI, puis, au stade de l'examen attentif des dossiers, pour les officiers de protection et les personnes chargées de statuer sur les demandes d'asile<sup>10</sup>.

La situation des LGB dans certains pays peut être **mal documentée** pour diverses raisons. La stigmatisation de cette population peut expliquer que de nombreux incidents ne soient pas signalés. De plus, la capacité des groupes internationaux et locaux à suivre et à consigner les cas de maltraitance reste limitée dans de nombreux pays<sup>11</sup>. Dans d'autres cas, «l'intensification de l'activisme dans ce domaine s'est souvent heurtée à des attaques contre les défenseurs des droits de l'homme, les empêchant de réunir des preuves sur les violations commises»<sup>12</sup>. Il peut également s'avérer difficile de recueillir des éléments d'information sur la persécution de l'État, lorsque les poursuites sont rares ou dissimulées derrière de vagues inculpations.

De nombreuses sources fournissent **exclusivement** des informations **sur les gays**, car les informations sur la situation des lesbiennes et des bisexuel(le)s sont parfois plus rares, pour diverses raisons (elles peuvent être moins «visibles», par exemple)<sup>13</sup>. Il est notamment possible que certaines sources présentent des informations comme applicables aux «LGB», mais que ces informations soient limitées à la situation des gays.

En outre, l'information sur les pays d'origine porte souvent sur la situation des LGB en **général**. Toutefois, la situation de ces personnes peut être largement influencée par des **facteurs individuels** tels que le genre, le statut socio-économique, la religion, la géographie, le réseau social, l'attitude de la famille et la conformité (ou la non-conformité) aux normes dominantes<sup>14</sup>. Les rapports généraux sur les LGB ne traitent pas toujours ces facteurs.

\*\*\*

En raison des difficultés mentionnées ci-dessus, le chercheur spécialisé dans la COI peut être confronté à un manque d'informations ou d'éléments spécifiques sur la situation des LGB. Toutefois, la rareté ou l'absence d'informations ne signifient pas systématiquement que leur situation n'est pas problématique. De plus, lorsque des informations sont disponibles, elles peuvent sembler contradictoires. À titre d'exemple, dans certains pays, un groupe LGB visible et parfois socialement accepté peut simultanément souffrir d'actes de répression, y compris de la part de l'État<sup>15</sup>.

## Les réponses

En réponse aux défis susmentionnés et à la résolution du Parlement européen<sup>16</sup>, l'EASO a organisé un **atelier les 20 et 21 mai 2014** pour les chercheurs spécialisés dans la COI, sur le thème de l'information sur les pays d'origine (COI) et des LGBTI. L'atelier visait à recenser et à échanger l'expertise et les bonnes pratiques existantes aux échelons national et européen<sup>17</sup>.

<sup>10</sup> LaViolette, N., «Independent human rights documentation and sexual minorities: an ongoing challenge for the Canadian refugee determination process», avril-juin 2009, pp. 437-476. Voir aussi: Refugee Studies Centre, *Sexual Orientation in Refugee Status Determination*, avril 2011; Jansen, S., Spijkerboer, T., *Fleeing Homophobia, Asylum Claims related to Sexual Orientation and Gender Identity in Europe*, septembre 2011.

<sup>11</sup> LaViolette, N., «Independent human rights documentation and sexual minorities: an ongoing challenge for the Canadian refugee determination process», avril-juin 2009, pp. 437-476. Voir aussi: HCR, *Principes directeurs sur la protection internationale n° 9*, 23 octobre 2012.

<sup>12</sup> HCR, *Principes directeurs sur la protection internationale n° 9*, 23 octobre 2012.

<sup>13</sup> Jansen, S., Spijkerboer, T., *Fleeing Homophobia, Asylum Claims related to Sexual Orientation and Gender Identity in Europe*, septembre 2011. Voir aussi: UK Home Office (ministère de l'intérieur du Royaume-Uni), *Sexual Identity Issues in the Asylum Claim*, 11 février 2015.

<sup>14</sup> EASO, atelier COI et LGBTI, 20 et 21 mai 2014. Voir aussi: HCR, *Principes directeurs sur la protection internationale n° 9*, 23 octobre 2012.

<sup>15</sup> EASO, atelier COI et LGBTI, 20 et 21 mai 2014.

<sup>16</sup> Résolution du Parlement européen du 4 février 2014 sur la feuille de route de l'UE contre l'homophobie et les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

<sup>17</sup> Les spécialistes de la COI de 12 États membres de l'UE et États associés, ainsi que des représentants du HCR, de l'Association néerlandaise pour les réfugiés (DCR), de la Fondation Helsinki pour les droits de l'homme (FHDH), de l'ORAM et de COC Pays-Bas ont participé à un atelier d'un jour et demi. Durant cet événement, les participants ont étudié comment les informations sur les pays d'origine pouvaient soutenir l'examen des demandes des LGBTI, et comment rechercher et évaluer les COI liées à l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre. Les participants ont également partagé pratiques nationales (voir le chapitre 5) et instruments et sources utiles, tandis que les orateurs invités faisaient des présentations ciblées.

Cet atelier a révélé que diverses unités COI, dans les États membres de l'UE et les États associés<sup>18</sup>, avaient déjà acquis une expertise précieuse dans leurs recherches sur la situation des LGB dans les pays d'origine, et avaient élaboré des outils utiles, tels que listes de contrôle de recherche, tables des matières standardisées, indicateurs de recherche, listes de sources et FFM ciblées (voir le chapitre 5).

L'Organisation pour la défense des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants (ORAM) et le HCR, qui participaient tous deux à l'atelier, ont également acquis une expérience dans ce domaine. Le HCR élaborera prochainement un ensemble de principes directeurs relatifs à l'éligibilité pour les demandes liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre (voir le chapitre 4)<sup>19</sup>. L'ORAM a publié des rapports sur la situation juridique et sociale des minorités sexuelles et de genre dans divers pays d'origine (voir le chapitre 4)<sup>20</sup>.

L'atelier COI et LGBTI a toutefois montré que **les connaissances, les bonnes pratiques et les outils de recherche n'étaient pas disponibles au sein de toute l'UE.**

À la suite de l'atelier de l'EASO de mai 2014, un groupe de travail et un groupe d'examen par les pairs<sup>21</sup> ont été mis en place pour rédiger un guide pratique. Ce guide est fondé sur les résultats de l'atelier et s'est inspiré des meilleurs pratiques et outils élaborés par les États membres de l'UE et États associés, et par la société civile. Le présent guide constitue l'aboutissement de cet effort commun. La méthodologie utilisée pour le rédiger est décrite ci-dessous.

## La méthodologie

En octobre 2014, le groupe de travail susmentionné, composé de spécialistes de la COI des pays de l'UE+, de l'ORAM et de l'EASO, s'est réuni pour déterminer le contenu de ce guide et la répartition des tâches. Le contenu a été déterminé sur la base des besoins exprimés par les pays de l'UE lors de l'atelier de mai 2014. Une version préliminaire a été rédigée d'octobre 2014 à février 2015.

Elle a été révisée en février 2015 par des experts des pays et organisations mentionnés comme réviseurs dans la section consacrée aux remerciements<sup>22</sup>. Les commentaires formulés par les réviseurs ont tous été pris en compte, et la plupart ont été intégrés dans la version définitive du présent rapport.

Ce guide présente des informations (bonnes pratiques, sources et outils utiles) collectées lors de l'atelier de mai 2014. Il se fonde également sur des informations recueillies auprès de diverses autres sources (guides, méthodologie, manuels, périodiques, articles de presse, etc.). Il bénéficie aussi de l'expérience pratique acquise par les chercheurs COI dans la recherche sur la situation des LGB.

### Module de formation de l'EASO: genre, identité de genre et orientation sexuelle<sup>23</sup>

L'EASO a récemment élaboré un nouveau **module de formation** sur «**le genre, l'identité de genre et l'orientation sexuelle**», destiné aux agents responsables des demandes d'asile et aux autres praticiens de l'asile dans l'ensemble de l'UE. Ce module suit la méthode d'enseignement mixte du programme de formation de l'EASO, combinant une méthode d'apprentissage électronique et des sessions en face-à-face. Il entend permettre aux participants:

- d'expliquer comment leurs expériences personnelles et leurs attitudes concernant le genre, l'identité de genre et l'orientation sexuelle influencent la manière dont ils traitent une demande de protection internationale;
- de définir les facteurs relatifs au genre, à l'identité de genre et à l'orientation sexuelle lorsqu'ils traitent une demande de protection internationale;
- d'adopter une approche adaptée du genre, de l'identité de genre et de l'orientation sexuelle lorsqu'ils traitent une demande de protection internationale.

<sup>18</sup> Dans le présent guide, les «pays de l'UE+» font référence aux États membres de l'UE et aux États associés que sont la Norvège et la Suisse.

<sup>19</sup> Les principes directeurs du HCR comprendront dix chapitres consacrés à des pays spécifiques, avec des COI sur des personnes de diverses orientations sexuelles et identités de genre. Le HCR publiera les principes directeurs relatifs à l'éligibilité en 2015 et les diffusera sur Refworld.

<sup>20</sup> Voir les publications de l'ORAM (<http://www.oraminternational.org/en/publications>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>21</sup> Le groupe de travail a été créé en septembre 2014, à la suite d'un appel à manifestation d'intérêt. Il inclut la Belgique (CGRA/CEDOCA), les Pays-Bas (service de l'immigration et des naturalisations (IND)/OCILA), l'ORAM et l'EASO.

<sup>22</sup> Les membres du groupe d'examen par les pairs incluent le HCR, le Danemark (service de l'immigration, COI) et Lilian Tsourdi (réseau universitaire Odysseus/Université libre de Bruxelles).

<sup>23</sup> Pour des informations complémentaires sur le module de formation de l'EASO, veuillez contacter [Vulnerablegroups@easo.europa.eu](mailto:Vulnerablegroups@easo.europa.eu)

Le module de formation de l'EASO mentionne l'importance de la COI dans les recherches sur les minorités sexuelles et de genre, et fournit des références à des sources variées. Un lien vers le présent guide est fourni dans la version électronique du module.

## Présentation générale

Le **chapitre 2** démontre l'importance de la terminologie lorsqu'on se réfère aux LGB. Il vise:

- ✓ à offrir un aperçu général des concepts et des termes désignant les LGB;
- ✓ à illustrer les variations importantes dans l'usage des termes grâce à des exemples spécifiques;
- ✓ à souligner qu'il importe de comprendre la signification et la connotation des termes.

Un **glossaire** des termes les plus courants relatifs à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre figure à la fin du chapitre.

Le **chapitre 3** fournit:

- ✓ une proposition de table des matières standardisée, à utiliser dans un rapport COI;
- ✓ une brève description des chapitres et sous-chapitres;
- ✓ pour chaque chapitre, une liste de questions à **explorer, afin de** guider le chercheur spécialisé dans la COI.

Le **chapitre 4** vise:

- ✓ à offrir un aperçu des types de sources disponibles;
- ✓ à fournir des conseils sur les informations communiquées par les types de sources.

Ce chapitre n'entend pas énumérer ni décrire les sources d'information sur les LGB, puisqu'une telle liste figure à l'annexe II (voir ci-après). Le chapitre 4 doit donc être lu conjointement avec l'**annexe II**.

Le **chapitre 5** étudie les termes de recherche, et présente des conseils et des outils de recherche en ligne qui peuvent être utiles pour effectuer des recherches efficaces et suivre de près la situation des LGB dans les pays d'origine. Il recense également les outils qui permettront d'améliorer l'échange d'informations parmi les États membres de l'UE et les États associés.

Le **chapitre 6** donne des suggestions lorsque le chercheur dispose d'un temps limité pour effectuer une recherche sur la situation des LGB dans un pays spécifique, ou lorsque les informations sont rares ou inexistantes.

### Annexes

L'**annexe I** est une liste de contrôle des recherches et de la qualité qui résume les principes essentiels de l'information sur les pays d'origine et les normes de qualité décrites dans le présent guide.

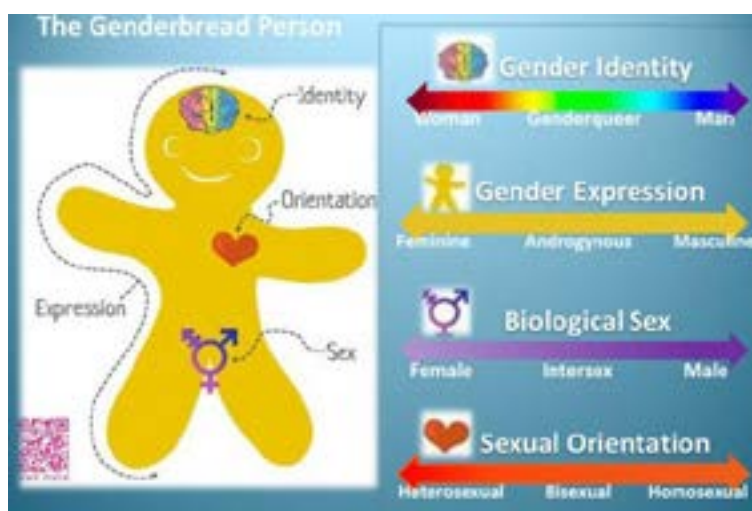
L'**annexe II** fournit une liste de sources et les liens vers les sites web correspondants. Les sources ont été classées par «type», et chacune est brièvement décrite.

## 2. Terminologie

La terminologie relative aux LGB étant très variée et non standardisée, il est essentiel de comprendre l'importance de l'utilisation d'une terminologie spécifique lorsqu'on effectue des recherches et que l'on écrit sur la situation des LGB. Elle aidera un chercheur spécialisé dans la COI à identifier les termes de recherche lorsqu'il réalisera une recherche en ligne. Elle permettra également au chercheur d'interroger des sources orales. Identifier les termes appropriés peut largement influencer l'aboutissement d'une recherche. Dans les chapitres 4 et 5, nous verrons ce qu'implique la compréhension de la terminologie LGB dans la pratique.

Il importe tout d'abord de se familiariser avec les différents concepts associés à l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre. **Quatre notions distinctes, mais liées**, peuvent être distinguées, comme l'illustre l'image<sup>24</sup> ci-dessous:

- l'**identité de genre** fait référence à l'expérience intime et personnelle de son genre profondément vécue par chacun, qu'elle corresponde ou non au sexe assigné à la naissance<sup>25</sup>;
- l'**expression de genre** (ou «présentation de genre») fait référence à l'apparence extérieure, à l'habillement, aux traits particuliers et aux comportements à travers lesquels les individus expriment leur identité de genre<sup>26</sup>;
- le **sexe biologique** fait référence aux caractéristiques biologiques et physiologiques qui définissent les hommes et les femmes. Ces caractéristiques incluent les chromosomes sexuels, les gonades, les hormones sexuelles, les structures reproductives internes et les organes génitaux extérieurs<sup>27</sup>;
- l'**orientation sexuelle** fait référence à la capacité de chacun de ressentir une profonde attirance émotionnelle, affective et sexuelle envers des individus du sexe opposé, de même sexe ou de plus d'un sexe, et d'entretenir des relations intimes et sexuelles avec ces individus<sup>28</sup>.



Source: <http://itspronouncedmetrosexual.com/2011/11/breaking-through-the-binary-gender-explained-using-continuum/>

Par ailleurs, il n'existe **pas de terminologie uniforme** relative aux diverses orientations sexuelles et identités de genre. Dans les langues d'origine de nombreux demandeurs de protection internationale, la terminologie est rare et générale, ou peut avoir des connotations négatives. Dans certaines cultures, la terminologie utilisée ne correspond pas aux identités LGB (voir l'exemple du Sénégal ci-après). De plus, les concepts, les attitudes et la terminologie ne sont pas statiques, mais évoluent dans le temps.

<sup>24</sup> It's Pronounced Metro Sexual, *The Genderbread Person*, 2012.

<sup>25</sup> Les principes de Jogjakarta, *Principes de Jogjakarta sur l'application de la législation internationale des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre*, mars 2007.

<sup>26</sup> ORAM, *Blind Alleys, Part I: Guidance for NGOs, Governments, HCR et Program Funders, Glossary of Terms*, février 2013; ORAM, *Country of Origin Report: Sexual and Gender Minorities — Uganda*, octobre 2014.

<sup>27</sup> ORAM, *Blind Alleys, Part I: Guidance for NGOs, Governments, HCR et Program Funders, Glossary of Terms*, février 2013; ORAM, *Country of Origin Report: Sexual and Gender Minorities — Uganda*, octobre 2014.

<sup>28</sup> Les principes de Jogjakarta, *Principes de Jogjakarta sur l'application de la législation internationale des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre*, mars 2007.

## Variations des concepts et des termes

Comme nous l'avons précédemment indiqué, il est important de comprendre que les concepts relatifs aux diverses orientations sexuelles et identités de genre varient grandement entre les (sous-) cultures, les pays et les régions, et peuvent évoluer dans le temps<sup>29</sup>. Les termes peuvent également différer d'une personne à l'autre, ou même selon le contexte.

Dans de nombreuses langues, la référence à l'homosexualité est associée à un tabou ou à la honte. En règle générale, plus le tabou est puissant, plus la terminologie est rare. Par conséquent, dans ces cultures, les journaux très lus et les médias électroniques dans la langue locale ont tendance à employer des termes péjoratifs et peu nuancés pour décrire les LGB.

Par ailleurs, des termes différents caractérisent les partenaires sexuellement «actifs» et «passifs» chez les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH). Le partenaire «actif» est généralement vu sous un jour plus favorable, voire parfois perçu comme non homosexuel, tandis que le partenaire «passif» est fréquemment considéré, en tant que «véritable» homosexuel, de manière plus négative.

S'il existe des **termes positifs**, affirmatifs, ils sont bien plus susceptibles d'apparaître dans la **presse en langue étrangère**, dans les médias électroniques consultés par les étrangers et parmi les populations locales «occidentalisées» et la diaspora LGB.

Les **pays arabes** offrent un exemple typique: si les relations et les comportements homosexuels sont fréquents au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le sujet est hautement tabou du Maroc aux États du golfe Persique. L'arabe classique ne compte pas de termes positifs couramment utilisés pour les LGB<sup>30</sup>. Le terme «homosexuel», en arabe standard officiel (arabe standard moderne or ASM), est *Mithliiya jinsiya*, littéralement traduit du grec *Homoios seksus*. Les expressions *Shouzouz jins* ou *Shatha Jinsiya* («sexualité anormale») sont utilisées pour décrire les pratiques sexuelles prétendument anormales, mais aussi l'homosexualité<sup>31</sup>. Les termes relativement insultants *LuuTii* ou *Al-Luti* (qui se réfèrent au récit biblique ou coranique de Loth) font partie de la langue courante<sup>32</sup>. Depuis quelques années, le terme neutre, voire positif, *Mithly/Misly* («le même») est employé par certaines communautés LGB<sup>33</sup>, mais ces dernières font généralement partie de la diaspora. Il est peu probable que les termes *LuuTii* ou *Mithly* apparaissent dans les médias généralistes d'un pays de langue arabe. Les dialectes locaux comptent de nombreux mots différents, tous relativement insultants, tels que *Zamel* (au Maroc), *Khawell*, *Khaniith*, *Manyak* et *Sjadh*. Ces termes sont utilisés dans la langue courante, mais aussi parfois dans la presse locale<sup>34</sup>.

De manière comparable, en **Ouganda**, les minorités sexuelles et de genre qui s'auto-identifient comme telles [transgenres, gays, lesbiennes, certain(e)s bisexuel(le)s et sympathisants] emploient le terme *kuchu*, dérivé du swahili, aux connotations affectueuses, pour se décrire<sup>35</sup>. Les journaux populaires ougandais font référence aux «homosexuels» ou aux «gays», utilisant souvent le terme «gays» de manière insultante pour protester contre l'identité et l'influence «occidentales»<sup>36</sup>. Les hétérosexuels **kényans** appellent parfois leurs compatriotes homosexuels «Volkswagen» ou «Coccinelle», pour traduire l'idée selon laquelle l'homosexualité vient de l'extérieur et «n'est pas kényane»<sup>37</sup>.

De tels usages disparates, complexes et distincts de la terminologie sont courants dans la plupart des langues. La présence d'une terminologie neutre ou positive, utilisée par les LGB eux-mêmes, dans la **presse généraliste**, peut être un indicateur puissant d'acceptation sociale. Comme nous le verrons (au chapitre 3), l'acceptation sociale est l'un des critères que peut devoir étudier un chercheur lorsqu'il rédige un rapport sur la situation des LGB.

<sup>29</sup> Dans le passé, les termes neutres pour décrire les relations entre personnes du même sexe existaient dans certaines langues locales, mais après l'arrivée du colonialisme, du christianisme ou de l'islam, ils sont tombés dans l'oubli et ont disparu (tel a par exemple été le cas dans certaines sociétés africaines).

<sup>30</sup> Pour une discussion sur les divers termes arabes, voir Ganly, Katharine, *Arab World: Trouble for Gay Travels in the Muslim World*, texte posté le 15 juillet 2009.

<sup>31</sup> Ganly, Katharine, *Arab World: Trouble for Gay Travels in the Muslim World*, texte posté le 15 juillet 2009.

<sup>32</sup> Palmer, Bryan, *How do you say Gay in Arabic? A brief linguistic history of Middle Eastern homosexuality*, 16 août 2012.

<sup>33</sup> Bint el Nas, *Glossary of Arabic Terms*, juillet 2003.

<sup>34</sup> Moscas De Colores, *Gay dictionary: Arabic* (dictionnaire non daté); Bint el Nas, *Glossary of Arabic Terms*, juillet 2003; Coolslang, *Arabic Slang Dictionary with English Translation* (dictionnaire en ligne, non daté); LA Times, *Morocco: New magazine braves risks to give voice to Arab homosexuals*, 28 avril 2010.

<sup>35</sup> Canavera Mark, *The Kuchu Beehive*, posté le 2 août 2010.

<sup>36</sup> BBC News, *Ugandan 'homosexuals' named in Red Pepper paper*, 25 février 2014.

<sup>37</sup> Opanga Kwendo, *Kenya; What Is This About Tying Aid to Gay Rights?*, posté le 10 décembre 2011.



## Concepts de soi utilisés par les LGB

Comme nous l'avons indiqué, les **facteurs socio-économiques, les langues étrangères et l'accès à la communication électronique** jouent un rôle important dans l'utilisation de tel ou tel terme. À titre d'exemple, un individu instruit, prospère, vivant dans une zone urbaine et ayant beaucoup voyagé est bien plus susceptible d'employer des termes tels que «gay», «lesbienne», «bisexuel» et «transgenre» que son compatriote peu instruit, pauvre, qui vit dans une zone rurale et ne voyage pas. Ceci reflète probablement un désir de s'identifier à des concepts et communautés LGB reconnus, sans équivalents dans de nombreuses sociétés.

Dans les cultures où les LGB vivent dans l'isolement social et le tabou extrême, ils peuvent utiliser de multiples termes différents pour se décrire. Il est même possible qu'ils ne possèdent pas les mots adéquats pour décrire leur propre orientation sexuelle ou identité de genre, en particulier s'ils n'ont pas accès aux médias en langue étrangère.

Au **Sénégal**, les HSH emploient parfois les termes *ibbi* et *yoos* pour se décrire, *ibbi* désignant le partenaire «féminin» ou «réceptif» et *yoos* le partenaire sexuel «mâle» ou «dominant»<sup>38</sup>. D'autres évitent totalement ces rôles de genre stéréotypés. Les étrangers ne connaissent pas ou n'utilisent pas ces termes. En règle générale, ils préfèrent employer l'expression désormais péjorative *goor jigeen* (littéralement homme-femme) ou le terme «pédé» (considéré par de nombreuses personnes comme un terme d'argot français péjoratif signifiant «pédéraste») pour désigner les gays et les transgenres, ainsi que quelques autres termes<sup>39</sup>.

En fonction du degré de tabou et/ou de honte dans un pays donné, les LGB peuvent éviter tout terme d'autodénomination.

Il importe de comprendre que les LGB peuvent également influencer l'utilisation et les connotations des termes. Le mouvement gay néerlandais, par exemple, a commencé à employer le terme néerlandais *Flikker* [*Faggot*<sup>40</sup>], très insultant jusqu'ici, pour s'organiser (des groupes *Flikker* se sont formés dans tout le pays). Ce faisant, le mouvement a tenté de débarrasser le terme de sa connotation très négative et de le récupérer. Les LGB peuvent aussi prendre leur distance avec des termes ou concepts fréquemment utilisés en Occident («gay» ou «homosexuel», par exemple), en raison de la connotation négative qu'ils revêtent pour eux.

Voici un glossaire qui peut vous guider à travers les termes les plus fréquents relatifs à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre:

### Glossaire<sup>41</sup> par ordre alphabétique

**Bisexuel:** ce terme décrit une personne qui se sent durablement attirée à la fois par les femmes et les hommes sur les plans physique, romantique et/ou émotionnel<sup>42</sup> (ou plutôt par plus d'un sexe)<sup>43</sup>. Une identité bisexuelle ne correspond pas nécessairement à une attirance égale envers les deux sexes.

**Cisgenre:** terme désignant les personnes dont l'identité de genre et l'expression de genre correspondent au sexe qui leur a été assigné à la naissance ainsi qu'aux attentes sociales liées à leur genre<sup>44</sup>.

**Expression de genre:** désigne la manifestation de l'identité de genre ainsi que l'identité de genre de la personne telle qu'elle est perçue par autrui. En règle générale, les gens s'efforcent de faire correspondre leur expression ou présentation de genre à leur(s) identité(s) de genre, que cette ou ces identité(s) corresponde(nt) ou non au sexe assigné à la naissance<sup>45</sup>.

<sup>38</sup> Beyrer Chris, Wirtz Andrea L., Walker Damian, Johns Benjamin, Sifakis Frangiscos et Baral Stefan D., *The Global HIV Epidemics among Men Who have Sex with Men*, 2011.

<sup>39</sup> Cedoca, exposé sur le sujet: Sénégal: Situation actuelle de la communauté homosexuelle et MSM, 12 février 2013.

<sup>40</sup> «Faggot» («fagot» en français), qui signifierait littéralement «amas de bois», se référerait au bûcher sur lequel les hérétiques étaient brûlés au Moyen Âge, en Europe. Être brûlé vif sur le bûcher était l'un des châtements réservés aux homosexuels à l'époque. Voir: dictionnaire étymologique en ligne et Berkowitz Eric, *Sex and Punishment: Four Thousand Years of Judging Desire*, 2012.

<sup>41</sup> Les définitions proviennent de diverses sources qui sont toutes référencées.

<sup>42</sup> HCR, *Principes directeurs sur la protection internationale n° 9*, 23 octobre 2012.

<sup>43</sup> The Bisexual Index [site web], sans date.

<sup>44</sup> ILGA, Glossaire ILGA-Europe, mis à jour en juillet 2014.

<sup>45</sup> ILGA, Glossaire ILGA-Europe, mis à jour en juillet 2014.

**FSF:** acronyme désignant les «femmes ayant des rapports sexuels avec d'autres femmes», mais qui ne se considèrent pas nécessairement comme lesbiennes ou bisexuelles. Ce terme est souvent utilisé dans le contexte de la santé publique, et en particulier de la prévention du VIH, du sida et des MST<sup>46</sup>.

**FTM:** acronyme signifiant *Female-to-Male* («femme en homme»), généralement employé pour désigner une personne de sexe féminin qui se transforme en personne de sexe masculin, ou une personne de sexe féminin à la naissance, mais qui s'identifie à un homme. On peut aussi parler de transsexuel<sup>47</sup>.

**Gay:** ce terme est souvent utilisé pour décrire un homme qui se sent durablement attiré par d'autres hommes sur les plans physique, romantique et/ou émotionnel, bien qu'il puisse aussi être employé pour qualifier les femmes homosexuelles (lesbiennes)<sup>48</sup>.

**Genre:** terme se référant au ressenti et à l'expérience de la masculinité et de la féminité, ainsi qu'à la construction sociale qui attribue certains comportements aux rôles masculin et féminin, ceux-ci pouvant varier en fonction de la période de l'histoire, des sociétés, des cultures et des classes sociales. En conséquence, le genre est étroitement lié aux attentes de la société et n'est pas exclusivement une question d'ordre biologique<sup>49</sup>. Voir également la définition fournie par le HCR (2002): «Le genre fait référence aux relations entre les femmes et les hommes fondées sur des identités, des statuts, des rôles et des responsabilités qui sont définis ou construits socialement ou culturellement, et qui sont attribués aux hommes et aux femmes, tandis que le "sexe" est déterminé biologiquement»<sup>50</sup>.

**Homophobie:** désigne la crainte, la colère excessive, l'intolérance ou/et la haine envers l'homosexualité<sup>51</sup>.

**Homosexuel:** décrit les personnes attirées par le même sexe<sup>52</sup>.

**HSH:** acronyme désignant les «hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes», mais qui ne se considèrent pas nécessairement comme gays ou bisexuels. Ce terme est souvent utilisé dans le contexte de la santé publique, et en particulier de la prévention du VIH, du sida et des MST<sup>53</sup>.

**Identité de genre:** désigne l'expérience intime et personnelle de son genre telle que profondément vécue par chacun, qu'elle corresponde ou non au sexe assigné à la naissance, y compris la conscience personnelle du corps (qui peut impliquer, si elle est consentie librement, une modification de l'apparence ou des fonctions corporelles par des moyens médicaux, chirurgicaux ou autres) et d'autres expressions du genre, y compris l'habillement, le discours et les manières de se conduire<sup>54</sup>.

**Intersexué:** le terme intersexué (ou intersexuel) fait référence à un état dans lequel un individu est né avec une anatomie reproductive ou sexuelle et/ou un schéma chromosomique qui ne semble pas correspondre aux notions biologiques typiques de féminin ou masculin. Une personne intersexuée peut s'identifier en tant qu'homme ou femme [ou tout autre genre], tandis que son orientation sexuelle peut être lesbienne, gay, bisexuelle, hétérosexuelle, asexuelle, etc.<sup>55</sup>

**Lesbienne:** une lesbienne est une femme qui se sent durablement attirée vers d'autres femmes sur les plans physique, romantique et/ou émotionnel<sup>56</sup>.

**LGB(TI):** acronyme désignant les lesbiennes, gays, bisexuel(le)s, [transgenres et intersexué(e)s].

**MTF:** acronyme signifiant *Male-to-Female* («homme en femme»), généralement employé pour désigner une personne de sexe masculin qui se transforme en personne de sexe féminin, ou une personne de sexe masculin à la naissance, mais qui s'identifie à une femme. On peut aussi parler de transsexuelle<sup>57</sup>.

<sup>46</sup> EASO, module de formation «Genre, identité sexuelle et orientation sexuelle», version 2015.

<sup>47</sup> ILGA, Glossaire ILGA-Europe, mis à jour en juillet 2014.

<sup>48</sup> HCR, *Principes directeurs sur la protection internationale n° 9*, 23 octobre 2012.

<sup>49</sup> ILGA, Glossaire ILGA-Europe, mis à jour en juillet 2014.

<sup>50</sup> HCR, *Principes directeurs sur la protection internationale n° 1*, 7 mai 2002.

<sup>51</sup> ORAM, *Country of Origin Report: Sexual and Gender Minorities — Uganda*, octobre 2014.

<sup>52</sup> ORAM, *Country of Origin Report: Sexual and Gender Minorities — Uganda*, octobre 2014.

<sup>53</sup> ILGA, Glossaire ILGA-Europe, mis à jour en juillet 2014.

<sup>54</sup> Les Principes de Jogjakarta, *Principes de Jogjakarta sur l'application de la législation internationale des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre*, mars 2007.

<sup>55</sup> HCR, *Principes directeurs sur la protection internationale n° 9*, 23 octobre 2012. Pour plus de définitions, voir: Organisation internationale des intersexués (OII), OII Intersex Network [site web], sans date.

<sup>56</sup> HCR, *Principes directeurs sur la protection internationale n° 9*, 23 octobre 2012; ILGA, Glossaire ILGA-Europe, mis à jour en juillet 2014.

<sup>57</sup> ILGA, Glossaire ILGA-Europe, mis à jour en juillet 2014.

**Non-conformité:** la non-conformité fait référence à une situation dans laquelle une personne ne suit pas la norme, et où elle est perçue comme différente en raison des caractéristiques qu'elle possède ou est censée posséder, par nature, choix ou expérience. Dans le contexte de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre, le comportement, l'apparence, l'identité ou l'expérience de la personne diffèrent des attentes fondées sur le genre de la société vis-à-vis de cette personne<sup>58</sup>.

**Orientation sexuelle:** l'orientation sexuelle est comprise comme faisant référence à la capacité de chacun de ressentir une profonde attirance émotionnelle, affective et sexuelle envers des individus du sexe opposé, de même sexe ou de plus d'un sexe, et d'entretenir des relations intimes et sexuelles avec ces individus<sup>59</sup>.

**Personne/homme/femme «trans»:** terme générique désignant les personnes dont l'identité de genre et/ou une expression de genre ne correspondent pas au sexe qui leur a été assigné à la naissance. Il inclut, de manière non limitative: les hommes et les femmes ayant un passé de transsexuel, et toute personne qui s'identifie en tant que transsexuel, transgenre, travesti, androgyne, polygenre, personne de genre fluide (*genderqueer*), sans genre, personne de genre variant (*gender variant*) ou possédant toute autre identité et/ou expression de genre autre que le standard homme ou femme et qui exprime son genre à travers ses choix vestimentaires, sa présentation ou ses modifications corporelles, y compris le recours à des opérations chirurgicales multiples<sup>60</sup>.

**Queer:** terme largement théorique qui inclut les personnes non hétérosexuelles [lesbiennes, gays, bisexuel(le)s et transsexué(e)s]. Le terme «queer» était auparavant utilisé dans les pays anglophones pour ridiculiser et rabaisser les personnes LGB, et certaines d'entre elles désapprouvent toujours son emploi<sup>61</sup>.

**Sexe:** se réfère aux attributs biologiques tels que les caractéristiques sexuelles primaires et secondaires, les gènes et les hormones. Le sexe légal est généralement assigné à la naissance et il se comprend traditionnellement comme l'appartenance à un des deux groupes qui s'excluent mutuellement, à savoir celui des hommes ou celui des femmes<sup>62</sup>.

**SGN:** acronyme signifiant «de sexualité et de genre variant». Ce terme générique fait référence aux personnes dont les pratiques sexuelles, les attirances, et/ou l'identité et l'expression de genre diffèrent des attentes de la société fondées sur le sexe qui leur a été assigné à la naissance. Ce terme a une portée plus vaste que celui de «LGBTI». Il a été inventé pour décrire les minorités sexuelles et de genre dans le contexte des réfugiés, faire référence à la cause sous-jacente de leur persécution et éviter les classifications rigides telles que «LGBTI»<sup>63</sup>.

**Transgenre:** qualifie les personnes dont l'identité de genre et/ou l'expression du genre diffèrent du sexe biologique qui leur a été assigné à la naissance. Transgenre est une identité de genre et non pas une orientation sexuelle, et une personne transgenre peut être hétérosexuelle, gay, lesbienne ou bisexuelle<sup>64</sup>.

**Transsexuel:** désigne la personne qui s'identifie au rôle de genre opposé au sexe qui lui a été assigné à la naissance et qui cherche à vivre de manière permanente dans le rôle de son genre de prédilection. Cela s'accompagne souvent d'un fort rejet de ses caractéristiques sexuelles primaires et secondaires et d'un fort désir d'adapter son corps à son genre de prédilection. Les transsexuels peuvent avoir l'intention de subir, être en train de subir ou avoir subi un traitement de conversion sexuelle (avec ou sans thérapie hormonale ou chirurgie)<sup>65</sup>.

**Travesti:** désigne la personne qui aime porter les vêtements de l'autre sexe pendant certaines périodes de temps. Son identification à l'autre genre peut varier en intensité, de très forte à inexistante. Certains travestis peuvent également être transgenres (voir ci-dessus)<sup>66</sup>.

**Violence fondée sur le genre:** violence dirigée contre une personne au motif de son genre<sup>67</sup>.

<sup>58</sup> EASO, module de formation «Genre, identité sexuelle et orientation sexuelle», version 2015.

<sup>59</sup> Les Principes de Jogjakarta, *Principes de Jogjakarta sur l'application de la législation internationale des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre*, mars 2007.

<sup>60</sup> ILGA, Glossaire ILGA-Europe, mis à jour en juillet 2014.

<sup>61</sup> ILGA, Glossaire ILGA-Europe, mis à jour en juillet 2014.

<sup>62</sup> ILGA, Glossaire ILGA-Europe, mis à jour en juillet 2014.

<sup>63</sup> ORAM, *Country of Origin Report: Sexual and Gender Minorities — Uganda*, octobre 2014.

<sup>64</sup> HCR, *Principes directeurs sur la protection internationale n° 9*, 23 octobre 2012. Pour plus de définitions, voir: GLAAD, *GLAAD Media Reference Guide — Transgender Issues*, sans date.

<sup>65</sup> ILGA, Glossaire ILGA-Europe, mis à jour en juillet 2014.

<sup>66</sup> ILGA, Glossaire ILGA-Europe, mis à jour en juillet 2014.

<sup>67</sup> EIGE, *Gender-based violence* [Violence fondée sur le sexe, page web], sans date.

## 3. Table des matières et thématiques à explorer

Tous les produits COI concernant la situation des LGB ne prennent pas la forme de rapports COI. Certains consisteront par exemple en de brèves réponses à des questions spécifiques. La situation des LGB peut également constituer un chapitre d'un rapport plus général sur un pays d'origine.

Quelle que soit la forme du produit COI, un certain nombre de sujets essentiels et de thématiques à explorer peuvent guider le chercheur dans son travail, afin de garantir la pertinence, l'équilibre et le caractère complet du produit final.

Ce chapitre présente une **suggestion de table des matières** pour un rapport COI **complet** sur les LGB, qui couvre les sujets les plus pertinents. Pour chaque chapitre, des **thématiques de recherche, accompagnées de questions**, sont fournies afin de guider le spécialiste de l'information sur les pays d'origine dans son travail. Ces questions ne sont pas exhaustives, et certaines resteront probablement sans réponse. Elles doivent être considérées comme des exemples destinés à guider le chercheur plutôt qu'une liste complète et obligatoire. Il faut noter que les thématiques à explorer incluent des références aux transgenres et aux intersexué(e)s, ce à des fins d'exhaustivité.

Veillez garder à l'esprit que les **préférences nationales, les circonstances (telles les contraintes temporelles) et la disponibilité des données** peuvent entraîner une structure de rapport plus limitée ou plus détaillée.

→ Le Centre autrichien de recherche et de documentation sur les pays d'origine et l'asile (Accord), dans son manuel de formation (édition 2013)<sup>68</sup>, et le programme des droits de l'homme internationaux de la faculté de droit de l'université de Toronto<sup>69</sup> ont élaboré des listes de thématiques de recherche très similaires. Elles peuvent être consultées conjointement avec la liste fournie ci-après.

### Table des matières d'un rapport COI sur les personnes LGB

#### Introduction/Avertissement

#### Cadre juridique

- Lois ciblant spécifiquement les gays et les lesbiennes
- Lois ciblant spécifiquement les actes et les comportements homosexuels
- Lois accordant des droits aux couples homosexuels (ou leur refusant spécifiquement certains droits)
- Lois relatives à la reconnaissance juridique de l'identité de genre des transgenres
- Lois protégeant les LGB
- Lois relatives aux organisations LGB
- Discussion sur la criminalisation et la décriminalisation
- Dispositions juridiques concernant les autres minorités de genre, les transgenres et les intersexué(e)s
- Dispositions antidiscriminatoires générales

#### Application des lois

- Application des lois ciblant spécifiquement les LGB
- Application discriminatoire d'autres lois
- Impact social des lois contre les LGB
- Protection de l'État
- Chronologie des principaux cas d'arrestation, de poursuites et de détention

<sup>68</sup> Croix-Rouge autrichienne/Accord, *Researching Country of Origin Information — Training Manual*, édition 2013, octobre 2013. Une version française abrégée, *Rechercher les informations sur les pays d'origine — un manuel de formation*, est disponible à l'adresse suivante (<http://www.refworld.org/pdfid/4ecf8bd42.pdf>).

<sup>69</sup> University of Toronto, Faculty of Law, *Research Checklist — A guide to the sources used in SOGI's research process*, 7 mars 2011.

### Traitement par les acteurs étatiques

- Traitement par les fonctionnaires (autres que ceux chargés des arrestations, poursuites et détentions), dans les domaines de l'emploi, l'éducation et la santé, par exemple
- Climat politique envers les LGB
- Restrictions relatives aux organisations LGB
- Chronologie des incidents majeurs impliquant des acteurs étatiques

### Traitement par les acteurs non étatiques

- Attitudes sociétales
- Rôle de la religion (ou des cultes, confréries, etc.) et position des religions organisées et des chefs religieux
- Description de l'homosexualité et des LGB dans les médias
- Traitement des LGB par leurs concitoyens
- Différences entre les LGB
- Accès aux soins de santé des LGB, notamment dans le contexte du VIH et du sida
- Chronologie des incidents majeurs impliquant des concitoyens

### Vie sociale

- Climat général et ouverture d'esprit vis-à-vis des LGB
- Image de soi-même et auto-identification
- Différences géographiques concernant les attitudes et les variances sexuelles et variances de genre
- Terminologie employée pour décrire les LGB
- Organisations LGB
- Lieux de réunion et manifestations des LGB

### Liste de sources (consultées/utilisées)

## Introduction/Avertissement

En règle générale, l'introduction (ou l'avertissement) explique brièvement le contexte général du rapport, son objectif, la méthodologie utilisée et l'ampleur des recherches, et présente les sources principales (en incluant une courte description des sources contactées par l'auteur, si tel est le cas).

L'introduction doit également clarifier la terminologie employée dans le rapport.

Elle peut aussi être utilisée pour souligner certains aspects qui semblent pertinents. En voici quelques exemples:

- ✓ les informations (publiques) sur le sujet étudié sont généralement rares;
- ✓ la COI disponible concerne principalement un groupe de personnes spécifique, tels les jeunes homosexuels vivant dans un environnement urbain;
- ✓ la COI disponible est générale, mais la situation des LGB peut être (et sera) fortement influencée par des facteurs tels que le genre, le statut socio-économique, la géographie, le réseau social, l'attitude de la famille et le respect ou le non-respect des normes dominantes.

Voici un **extrait** de l'introduction standard aux rapports COI sur les lesbiennes et les gays du Cedoca<sup>70</sup>:

#### **Cedoca: accent sur les COI — modèle de produit COI sur l'homosexualité**

*Étant donné que cette recherche se concentre sur la situation des homosexuels dans le pays X, le Cedoca n'utilisera pas l'abréviation LGBT qui inclut d'autres réalités. Lorsqu'il est nécessaire de souligner qu'un aspect relève précisément de l'expérience des hommes ou des femmes homosexuels, le Cedoca utilisera les termes «gay» et «lesbienne», ainsi que les termes éventuellement employés par les sources consultées durant cette recherche.*

*[indications sur les sources utilisées et les éventuelles limites]*

*Cette recherche comprend trois parties.*

*La première partie étudie la législation concernant l'orientation sexuelle. Elle aborde également le thème des actions intentées par l'État, à l'encontre ou en faveur des homosexuels, que ce soit en vertu des dispositions juridiques existantes ou non.*

*La deuxième partie concerne la situation des homosexuels dans la société X. Elle analyse tout d'abord les perceptions sociales et culturelles de l'homosexualité, de même que la violence homophobe et le traitement différent que les homosexuels peuvent subir au niveau socio-économique. Elle étudie ensuite la vie sociale des homosexuels, notamment à travers l'existence de lieux de réunion ou d'associations.*

*Le troisième chapitre décrit le contexte politique actuel dans le pays X, et en particulier la position des acteurs politiques et religieux envers l'homosexualité.*

## **Thématiques de recherche (liste non exhaustive)**

Veillez noter que les thématiques à explorer incluent des références aux transgenres et aux intersexué(e)s, ce à des fins d'exhaustivité<sup>71</sup>.

### **Cadre juridique**

#### **Cadre juridique**

1. Existe-t-il des lois ciblant les relations homosexuelles, les personnes ou les organisations LGB?
  - La majorité sexuelle diffère-t-elle pour les actes hétérosexuels et homosexuels?
2. Existe-t-il des lois ciblant les actes et les comportements homosexuels?
  - La loi fait-elle une distinction entre les actes sexuels entre hommes et entre femmes?
  - Existe-t-il des lois spécifiques pour les mineurs<sup>72</sup>?
  - Existe-t-il des lois interdisant les contenus favorables à l'homosexualité?
3. Existe-t-il des lois accordant aux LGB des droits spécifiques, tel le droit de se marier, ou des lois qui excluent spécifiquement ces droits?
4. Les LGB sont-ils mentionnés dans la Constitution, les lois antidiscriminatoires nationales, ou les lois internationales relatives aux droits de l'homme qui ont été ratifiées?
5. Les dispositions antidiscriminatoires affirment-elles que la discrimination est interdite à quelque titre que ce soit? Ou ces dispositions énumèrent-elles des motifs spécifiques sur la base desquels la discrimination est interdite? Si tel est le cas, le sexe ou le genre, l'orientation sexuelle et l'identité de genre sont-ils inclus?
6. Y a-t-il un débat sur l'intensification de la criminalisation ou la décriminalisation des LGB?
7. Existe-t-il des dispositions juridiques concernant des minorités sexuelles et de genre autres que les LGB, c'est-à-dire les transgenres, les transsexuel(le)s ou les intersexué(e)s?

<sup>70</sup> Belgique, Cedoca, *Accent sur les COI, modèle de produit COI sur l'homosexualité (COI Focus, Template for COI product on homosexuality)*, sans date.

<sup>71</sup> Pour plus d'informations sur les minorités de genre, veuillez consulter: HCR, *Principes directeurs sur la protection internationale n° 9*, 23 octobre 2012; ILGA, *Glossaire ILGA-Europe*, mis à jour en juillet 2014.

<sup>72</sup> Pour plus d'informations sur les enfants LGBT, voir: *Unicef, Position Paper No. 9, Eliminating discrimination against children and parents based on sexual orientation and/or gender identity (Élimination de la discrimination des enfants et des parents fondée sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre)*, novembre 2014.

## Application des lois

### Application des lois

1. Existe-t-il des exemples de personnes arrêtées, poursuivies et détenues, en vertu de la législation existante sur les LGB?
  - Est-ce courant?
2. Le gouvernement persécute-t-il activement les LGB? si oui, dans quelle mesure et en se fondant sur quelles lois?
  - Existe-t-il une voie de recours? Si tel est le cas, le recours a-t-il été accordé?
  - L'accusé peut-il bénéficier d'une assistance judiciaire? Donnez des exemples.
3. D'autres lois (concernant, par exemple, l'ordre public, l'exhibition sexuelle ou l'enregistrement des organisations) ne mentionnant pas spécifiquement les LGB sont-elles utilisées contre eux?
  - L'application de ces lois se traduit-elle par une discrimination envers les LGB?
4. Les LGB sont-ils plus sévèrement punis que les autres pour les mêmes délits?
  - Donnez des exemples.
5. En raison des lois existantes ou de leur application, les LGB sont-ils privés de protection s'ils sont menacés ou victimes de crime, de persécution ou de discrimination?
  - La crainte de la loi empêche-t-elle les LGB de demander une protection si nécessaire?
6. Des lois ont-elles été utilisées pour protéger les droits des LGB?
  - Existe-t-il des cas de plaintes déposées par les victimes de violence ou de discrimination homophobe?
  - Des jugements importants ont-ils accordé des droits aux LGB?
  - Donnez des exemples.
7. Existe-t-il des cas majeurs d'arrestation, de poursuites et de détention (pertinents dans le cadre du rapport)?
  - Précisez qu'une liste n'est jamais exhaustive et indiquez la période couverte.

## Traitement par les acteurs étatiques

### Traitement par les acteurs étatiques

1. Les LGB sont-ils soumis à des discriminations, exclusions, extorsions, insultes, intimidations, harcèlements, menaces, agressions, violences, chantages ou autres actions de la part des autorités (police, services de renseignements, santé publique), et dans quelle mesure?
  - Ces incidents sont-ils enregistrés et notifiés? Donnez des exemples.
  - Une aide est-elle proposée aux victimes de violence homophobe?
2. Quelle est la position des acteurs politiques vis-à-vis des LGB?
  - Le thème de l'homosexualité est-il abordé dans la sphère politique par les dirigeants nationaux, régionaux ou locaux?
3. Existe-t-il des restrictions concernant l'enregistrement et les activités quotidiennes des organisations LGB?
  - Donnez des exemples.
4. Existe-t-il des incidents majeurs impliquant des acteurs étatiques (pertinents dans le cadre du rapport)?
  - Précisez qu'une liste n'est jamais exhaustive et indiquez la période couverte.

## Traitement par les acteurs non étatiques

### Traitement par les acteurs non étatiques

1. Existe-t-il des sondages d'opinion internationaux, régionaux, nationaux ou locaux concernant l'homosexualité ou les LGB? Ces sondages traduisent-ils une évolution visible?
2. Quel est le rôle général de la religion (ou des cultes, des confréries, etc.) dans le pays?
  - De quelle manière influence-t-elle le traitement des LGB?
  - Qu'ont déclaré les chefs religieux à ce sujet?
  - Un changement est-il visible dans les opinions religieuses?
  - Existe-t-il des chefs religieux ou des personnes croyantes favorables aux droits des LGB?
  - Si oui, dans quelle mesure?
3. Comment l'homosexualité et les LGB sont-ils décrits dans la presse nationale?
  - Les avis des LGB sont-ils pris en compte, ou la majorité des publications reflètent-elles les opinions des personnes qui rejettent les LGB?
  - Existe-t-il des LGB considérés comme des modèles?
  - Des personnalités ouvertement LGB sont-elles visibles à la télévision, au théâtre ou au cinéma?
  - Est-ce que des périodiques, magazines ou sites web spécialisés consacrés aux LGB et/ou dirigés par des LGB existent ou ont existé? Donnez des exemples.
4. Comment les LGB sont-ils traités par les autres citoyens?
  - Quelle est l'influence des valeurs traditionnelles ou patriarcales sur la vie quotidienne des LGB (sont-ils par exemple censés contracter des mariages hétérosexuels)?
  - Les LGB ont-ils accès aux services fondamentaux, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'emploi?
  - Y a-t-il eu des cas de meurtre d'honneur, de discrimination, de viol, d'exclusion, d'extorsion, de chantage, d'agression, de violence ou d'expulsion, et, si oui, dans quelle mesure? De tels événements sont-ils enregistrés et notifiés? Donnez des exemples.
5. Existe-t-il des différences notables entre la situation des homosexuels ou bisexuels de sexes masculin et féminin?
6. Quelle est la situation des autres minorités de genre [transgenres, transsexuel(le)s, intersexué(e) s ou personnes dont l'expression de genre diffère]?
7. Les LGB ont-ils accès aux soins de santé, y compris par rapport au VIH/sida?
  - Quelle est l'attitude générale envers les LGB atteints du VIH/sida?
8. Existe-t-il des incidents majeurs (mauvais traitements) impliquant des concitoyens et pertinents dans le cadre du rapport?
  - Précisez qu'une liste n'est jamais exhaustive et indiquez la période couverte.



## Vie sociale

### Vie sociale

1. La population LGB est-elle stigmatisée ou considérée comme un sujet tabou?
  - Existe-t-il des exemples de personnes ouvertement LGB et, si tel est le cas, dans quelle mesure sont-elles connues du grand public? Donnez des exemples.
2. Existe-t-il des différences significatives concernant la situation des LGB au sein du pays?
  - À titre d'exemple, la situation est-elle similaire dans le nord et dans le sud?
  - Existe-t-il une opposition entre zones urbaines et rurales?
3. Quels sont les termes locaux utilisés pour désigner les LGB?
  - Existe-t-il des termes différents pour désigner les partenaires sexuellement actifs ou passifs?
  - Qui utilise ces termes?
  - Quelles sont leurs connotations?
4. Existe-t-il des organisations représentant les LGB?
  - Sont-elles officiellement enregistrées et reconnues?
  - Les dirigeants de ces organisations sont-ils des activistes notoires?
  - Les organisations sont-elles connues du grand public?
5. Existe-t-il des organisations de défense des droits de l'homme locales, nationales ou internationales qui rendent compte de la situation des LGB?
6. Que sait-on de la vie sociale des LGB?
  - Existe-t-il des lieux de réunion et des événements connus (manifestations ou parades, par exemple)?
7. Quels sites web internationaux, nationaux ou locaux sont généralement utilisés par les LGB?

## 4. Présentation générale des sources

Comme nous l'avons précédemment indiqué, bien que l'information sur la situation des LGB soit plus largement disponible et de meilleure qualité, trouver des informations spécifiques et équilibrées reste difficile pour les chercheurs spécialisés dans la COI.

Être conscient de l'**éventail des sources disponibles** et avoir recours à des **sources** et **canaux** d'information **alternatifs** peut aider considérablement le chercheur à documenter le sujet. La connaissance de termes spécifiques (tels ceux décrits au chapitre 2) peut également faciliter l'obtention d'informations plus précises, tandis que l'utilisation de certains outils en ligne peut accroître l'efficacité.

Le présent chapitre vise à offrir:

- ✓ un aperçu des types de sources disponibles,
- ✓ des indications relatives aux informations fournies par type de source.

Ce chapitre n'entend pas énumérer et décrire les sources d'information sur les LGB; une telle liste est fournie à l'annexe II.

Les sources citées ci-après sont donc uniquement fournies à titre d'illustration, et le chapitre doit être lu conjointement avec l'annexe II.

### Utilisation de sources variées

Comme dans tout autre type de recherche, le chercheur spécialisé dans la COI qui rend compte de la situation des LGB ou répond à une question particulière doit utiliser, autant que possible, des **sources variées (multiples sources de types différents)**, afin de veiller à obtenir un résultat équilibré.

Certaines sources peuvent avoir une position fortement défensive, tandis que d'autres ne seront ni complètes ni suffisamment spécifiques. Comme pour toute autre recherche d'informations sur les pays d'origine, il est donc important d'inclure des sources à l'intérieur et à l'extérieur de la population concernée<sup>73</sup>.

Voici les **types de sources** qui peuvent être utilisés dans la recherche d'informations sur les LGB dans les pays d'origine:

- organismes gouvernementaux;
- organisations non gouvernementales (ONG) internationales;
- ONG internationales spécialisées;
- ONG locales;
- organes des Nations unies;
- organes de l'UE;
- universités, instituts ou centres de recherche;
- médias (généralistes et spécialisés);
- revues de sciences sociales, revues ou études médicales (VIH);
- portails COI et médias sociaux en tant que plates-formes de sources.

Lors de son travail de recherche sur la situation des LGB, le chercheur doit évaluer les sources, comme pour tout autre type de recherche COI. Il doit les examiner attentivement, en tenant compte du contexte dans lequel elles opèrent, ainsi que de leur fiabilité.

---

<sup>73</sup> EASO, atelier COI et LGBTI, 20 et 21 mai 2014.

Pour des informations complémentaires sur la **sélection et la validation des sources**, consultez :

- Union européenne, *Lignes directrices communes à l'UE pour le traitement de l'information sur le(s) pays d'origine (COI) [Common EU Guidelines for processing Country of Origin Information (COI)]*, avril 2008 (<http://www.refworld.org/docid/48493f7f2.html>).
- EASO, *Méthodologie relative aux rapports d'information sur le(s) pays d'origine*, juillet 2012 (<http://easo.europa.eu/wp-content/uploads/BZ3012618FRC.pdf>).
- Croix-Rouge autrichienne/Accord, *Researching Country of Origin Information — Training Manual*, édition 2013, octobre 2013 (<http://www.coi-training.net/content/>) (une version française abrégée, *Rechercher les informations sur les pays d'origine — un manuel de formation*, est disponible à l'adresse suivante: <http://www.refworld.org/pdfid/4ecf8bd42.pdf>).

#### • Organismes gouvernementaux

De nombreux rapports gouvernementaux sur la situation relative aux droits de l'homme dans les pays d'origine incluent une section sur la situation des LGB. Toutefois, dans la plupart des cas, ces sections fournissent des informations assez générales, qui peuvent constituer un point de départ, mais doivent être complétées par des sources plus spécialisées. Le bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail du département d'État des États-Unis (United States Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor), par exemple, consacre, dans ses rapports annuels, un chapitre aux mauvais traitements, discriminations et violences de la société fondés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (*Societal abuses, discrimination and acts of violence based on sexual orientation and gender identity*)<sup>74</sup>.

D'autres rapports sur les pays, rédigés par les unités COI des services d'asile nationaux [tels les rapports d'information et d'orientation du ministère de l'intérieur du Royaume-Uni<sup>75</sup>] ou par les ministères des affaires étrangères [le ministère néerlandais des affaires étrangères<sup>76</sup>, par exemple], incluent souvent une section sur les LGB dans leurs publications. De plus, certaines unités COI nationales mènent des FFM dans les pays d'origine. Certaines de ces missions peuvent inclure, dans leurs termes de référence, la situation des LGB<sup>77</sup>. Dans certains cas (l'Agence suédoise des migrations ou le Service danois de l'immigration, par exemple), les missions se concentrent sur ce sujet spécifique (voir la section sur les missions exploratoires).

#### • ONG internationales

Certaines ONG internationales ont étendu leur mandat pour inclure la protection des LGB<sup>78</sup>. Des organisations telles que Human Rights Watch (HRW) ou Amnesty International, bien que non spécialisées dans la situation des LGB, fournissent, de diverses manières (rapports, nouvelles, vidéos, etc.), des informations sur les conditions de vie des LGB dans les pays d'origine. À titre d'exemple, HRW a consacré un programme aux droits des LGBT, et a conçu une page web spécifique sur les **droits des LGBT**<sup>79</sup>, où l'on peut accéder à des communiqués de presse, rapports et commentaires, et s'inscrire aux flux RSS. **Amnesty International** publie des rapports thématiques sur la situation des LGB et a dédié une page de son site aux droits en matière de sexualité et de procréation<sup>80</sup>.

#### • ONG internationales spécialisées (LGB)

D'autres sources se sont **spécialisées** dans l'apport d'informations spécifiques sur les LGB. Contrairement aux sources non spécialisées, elles effectuent en général un suivi régulier de la situation des LGB dans les pays d'origine. Elles bénéficient souvent d'un réseau de contacts locaux qui les aident à réunir des informations<sup>81</sup>.

<sup>74</sup> U.S. Department of State (département d'État), *Country Reports* [page web], sans date (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>75</sup> UK Home Office, *Country Information and Guidance* [page web], mise à jour le 23 février 2015 (<https://www.gov.uk/government/collections/country-information-and-guidance>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>76</sup> Pays-Bas, ministère des affaires étrangères, *Ambtsberichten* [page web], sans date (<http://www.rijksoverheid.nl/ministeries/bz/documenten-en-publicaties/ambtsberichten>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>77</sup> À titre d'exemple, les rapports de mission de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPR) consacrent une partie aux lesbiennes et aux gays. Voir les rapports de mission en Mauritanie, en République démocratique du Congo et en Côte-d'Ivoire sur le site web de l'OFPR (<https://ofpra.gouv.fr/fr/l-ofpra/nos-publications/afrique>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>78</sup> LaViolette, N., «Independent human rights documentation and sexual minorities: an ongoing challenge for the Canadian refugee determination process», avril-juin 2009.

<sup>79</sup> HRW, Droits LGBT [page web], sans date (<http://www.hrw.org/fr/category/topic/lgbt-rights>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>80</sup> Amnesty International, Droits en matière de sexualité et de procréation [page web], sans date (<https://www.amnesty.org/fr/what-we-do/sexual-and-reproductive-rights/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>81</sup> EASO, atelier COI et LGBTI, 20 et 21 mai 2014.

À titre d'exemple, l'Association internationale des lesbiennes, des gays, des bisexuel(le)s, des transgenres et des intersexué(e)s (**ILGA**), **fédération internationale** regroupant 1 100 organisations de 110 pays qui défendent les droits des LGBTI, publie un **rapport annuel** (*Homophobie d'État*, disponible dans plusieurs langues)<sup>82</sup>, qui constitue une enquête mondiale sur les lois interdisant l'activité homosexuelle entre adultes consentants. Le site web de l'ILGA fournit par ailleurs des **nouvelles** sur certains pays d'origine<sup>83</sup>, et une **carte** des droits des gays et des lesbiennes dans le monde entier<sup>84</sup>.

La Commission internationale gay et lesbienne pour les droits de l'homme (**IGLHRC**)<sup>85</sup> est elle aussi une organisation internationale dédiée aux droits des LGB. Elle publie également des informations et des rapports sur chaque pays, ainsi que des rapports critiquant les rapports officiels de ces pays (*Shadow Reports*) sur la situation des LGB<sup>86</sup>. Ces rapports sont soumis à des comités d'experts indépendants qui rendent compte, à l'échelle des Nations unies, des obligations gouvernementales en matière de droits de l'homme, afin de faire contrepoids aux rapports officiels des gouvernements. Si vous souhaitez en savoir davantage sur les Nations unies en tant que source d'information, lisez la partie consacrée aux organes des Nations unies ci-après.

L'**ORAM**<sup>87</sup>, organisation internationale qui défend les réfugiés LGBTI et mène une action de renforcement des capacités, produit des rapports qui synthétisent les recherches documentaires, les données empiriques et les informations recueillies lors d'entretiens. Les rapports incluent des descriptions du cadre juridique et de l'environnement en matière de protection, ainsi que des informations pertinentes sur les facteurs tels que la structure familiale, les conditions socio-économiques et la religion. L'ORAM lancera prochainement une bibliothèque en ligne qui offrira une base de données de près de 250 rapports COI dédiés aux LGBTI, couvrant divers pays, organisés par pays d'origine, éditeur, date et type de publication.

Un chercheur spécialisé dans la COI peut aussi envisager de consulter les organisations ou projets spécialisés dans les **questions de santé et les droits juridiques**, tel «Bridging the Gaps»<sup>88</sup>, un projet de santé international lancé par les Pays-Bas, car certaines informations peuvent concerner les LGB.

Veillez noter que les sources spécialisées ne représentent pas nécessairement tous les LGB. Les sources LGB peuvent se concentrer sur des sous-groupes spécifiques (les gays, par exemple) ou sur certains aspects des problèmes des LGB (l'accès au logement, par exemple). Certaines de ces sources peuvent aussi avoir une position fortement défensive. Il faut garder à l'esprit qu'il peut y avoir d'autres opinions que celles des activistes LGB.

- **ONG locales**

De nombreux chercheurs spécialisés dans la COI considèrent les organisations locales dans les pays d'origine comme des sources d'information utiles et dignes de confiance, car elles sont présentes sur le terrain et conscientes des sensibilités et réalités socioculturelles. De plus, ces sources sont susceptibles d'employer les termes localement acceptables pour les LGB, indiquant ainsi au chercheur quels termes de recherche utiliser<sup>89</sup>.

Certaines organisations locales peuvent **se spécialiser** dans la défense des LGB, ou avoir inclus cette mission dans leur champ d'activité. Parce qu'elles sont locales, elles obtiennent généralement des informations identiques qu'elles partagent entre-elles.

**Les organisations locales de défense des droits de l'homme** n'intègrent pas toujours les LGB dans leurs groupes cibles pour diverses raisons. Cette situation souligne la nécessité de consulter une grande variété de sources.

Veillez noter que l'**ILGA** fournit sur son site web un **annuaire**<sup>90</sup> «des organisations LGTBI et de leurs alliés» qui peut aider à identifier les groupes locaux. Comme nous le verrons dans un chapitre ultérieur, les médias sociaux peuvent aussi se révéler utiles pour trouver les organisations locales lorsque les ONG locales n'ont pas de site web<sup>91</sup>.

<sup>82</sup> ILGA, rapport *Homophobie d'État* [page web], sans date (<http://ilga.org/what-we-do/state-sponsored-homophobia-report/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>83</sup> ILGA, *News Archive* [page web], sans date (<http://ilga.org/category/uncategorized/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>84</sup> ILGA, *Maps* [page web], sans date (<http://ilga.org/what-we-do/lesbian-gay-rights-maps/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>85</sup> IGLHRC [site web], sans date (<http://iglhrc.org/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>86</sup> IGLHRC, *Shadow Reports* [page web], sans date (<http://iglhrc.org/our-publications/shadow-reports>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>87</sup> ORAM [site web], sans date (<http://www.oraminternational.org/en/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>88</sup> Bridging the Gaps [site web], sans date (<http://www.hivgaps.org/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>89</sup> Bridging the Gaps [site web], sans date (<http://www.hivgaps.org/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>90</sup> ILGA, *Annuaire ILGA des organisations LGTBI et de leurs alliés* [page web], sans date (<http://ilga.org/directory/fr/>), page consultée le 3 décembre 2014. DEVDIR, annuaire des organisations de développement, peut aussi permettre de localiser les ONG locales. Voir: DEVDIR [site web], sans date (<http://www.devdir.org/fr/index.html>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>91</sup> EASO, atelier COI et LGBTI, 20 et 21 mai 2014.

- **Organes des Nations unies**

Le HCR publiera prochainement un ensemble de principes directeurs relatifs à l'éligibilité pour les demandes liées à l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Ces lignes directrices incluront **dix chapitres qui seront consacrés à des pays spécifiques** et fourniront de la COI sur des personnes d'orientations sexuelles et d'identités de genre diverses<sup>92</sup>.

Plusieurs **organes des Nations unies chargés des droits de l'homme**, tels le Conseil des droits de l'homme et le Comité des disparitions forcées, présents sur le site web général du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH)<sup>93</sup>, publient des rapports qui peuvent contenir des informations précieuses sur la situation des LGB en matière de droits de l'homme. En novembre 2011, en réponse à la résolution du Conseil des droits de l'homme, le HCDH a remis le premier rapport des Nations unies sur les *Lois et pratiques discriminatoires et actes de violence dont sont victimes des personnes en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre*<sup>94</sup>.

**Les rapporteurs spéciaux, les groupes de travail ou les représentants spéciaux des Nations unies**, dans le cadre du système des procédures spéciales<sup>95</sup>, incluent également les questions relatives à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre dans leurs rapports<sup>96</sup>. Dans de nombreux cas, les informations publiées par ces organes des Nations unies chargés des droits de l'homme sont recueillies durant des visites dans les pays d'origine.

Il peut s'avérer fastidieux d'identifier des rapports des Nations unies couvrant la situation des LGB. Le site web de l'IGLHRC offre l'avantage de réunir toutes les publications des Nations unies couvrant la situation des LGB. L'IGLHRC réunit toutes les publications pertinentes des Nations unies sur la page «Our Publications», sous les rubriques «Reports»<sup>97</sup> et «Shadow Reports»<sup>98</sup>.

- **Organes de l'UE**

Certains forums ou institutions de l'Union européenne, tels le Parlement européen (sous-commission des droits de l'homme<sup>99</sup>) et l'intergroupe du Parlement européen sur les droits des LGBT<sup>100</sup> sont moins connus des chercheurs spécialisés dans la COI. Ces instances peuvent fournir des informations sur les LGB, que ce soit sous la forme de rapports, de communiqués de presse ou de liens vers d'autres sources. Veuillez noter que le site web de la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen possède une option de recherche qui permet de retrouver plus aisément les documents<sup>101</sup>.

- **Universités, instituts ou centres de recherche**

Les universitaires peuvent être une source d'information très utile, parce qu'ils possèdent une connaissance approfondie de questions clés grâce à leurs études sur le terrain. Ils peuvent également bénéficier d'un réseau de contacts dans les pays d'origine<sup>102</sup>. Les universitaires se spécialisent souvent dans une région ou un pays spécifique, ou sont affiliés à un programme particulier dans une université ou un institut de recherche. Ainsi, la faculté de droit de l'université de Toronto<sup>103</sup> propose un programme des droits de l'homme internationaux qui inclut une section sur la

<sup>92</sup> Ces principes directeurs seront disponibles sur le site Refworld (<http://www.refworld.org/>).

<sup>93</sup> Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) s'efforce d'offrir une expertise et une aide optimales aux divers instruments de protection des droits de l'homme du système des Nations unies, «les organes de la Charte des Nations Unies, dont le Conseil des droits de l'homme, et les organes créés au nom des traités internationaux des droits de l'homme. La plupart de ces organes bénéficient des services de secrétariat du Département des traités et de la commission du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH)». Voir HCDH [site web], sans date (<http://www.ohchr.org/FR/HRBodies/Pages/HumanRightsBodies.aspx>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>94</sup> HCDH, *Lois et pratiques discriminatoires et actes de violence dont sont victimes des personnes en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre*, 17 novembre 2011 ([http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/HRC/19/41](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=A/HRC/19/41)), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>95</sup> Les «procédures spéciales» sont le terme collectif utilisé pour un groupe d'experts en droits de l'homme chargé par les Nations unies d'enquêter sur la situation des droits de l'homme dans le monde entier, et d'en rendre compte. Ces experts sont principalement des personnes indépendantes, désignées par les expressions «rapporteur spécial», «expert indépendant» ou «représentant spécial», mais certaines procédures font appel à des groupes de travail qui comprennent généralement cinq membres.

<sup>96</sup> Plusieurs procédures spéciales concernent la question des droits des minorités sexuelles et minorités de genre. Tel est par exemple le cas du rapporteur spécial sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression, ou du groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires. Pour des informations supplémentaires sur ces procédures, voir le guide d'ARC International, *The UN Special Procedures: A Guide for Sexual Orientation and Gender Identity Advocates*, sans date (<http://arc-international.net/wp-content/uploads/2011/08/ARC-Special-Procedures-Guide-2015.pdf>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>97</sup> IGLHRC, *Reports* [page web], sans date (<http://iglhrc.org/content/reports>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>98</sup> IGLHRC, *Shadow Reports* [page web], sans date (<http://iglhrc.org/our-publications/shadow-reports>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>99</sup> Parlement européen, *Sous-commission des droits de l'homme* [page web], sans date (<http://www.europarl.europa.eu/committees/fr/DROI/home.html>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>100</sup> L'Intergroupe du Parlement européen sur les droits des LGBT est un forum informel pour les membres du Parlement européen qui souhaitent promouvoir et protéger les droits fondamentaux des LGBT. Voir Parlement européen, *Intergroupe du Parlement européen sur les droits des LGBT* [page web], sans date (<http://www.lgbt-ep.eu/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>101</sup> Parlement européen, *Sous-commission des droits de l'homme/Documents* [page web], sans date (<http://www.europarl.europa.eu/committees/fr/droi/search-in-documents.html>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>102</sup> EASO, atelier COI et LGBTI, 20 et 21 mai 2014.

<sup>103</sup> University of Toronto/Faculty of Law, *Sexual Diversity* [page web], sans date (<http://ihp.law.utoronto.ca/expertise/sexual-diversity>), page consultée le 3 décembre 2014.

diversité sexuelle. Ce programme permet d'accéder à des **mémoires** sur la situation des LGBT dans divers pays, une **liste de sources**, une **base de données des législations nationales**, ainsi qu'une **liste de contrôle des thématiques de recherche**. Bien d'autres universités possèdent des départements consacrés aux LGB, telle l'université de Yale, qui propose un programme dédié aux LGBT<sup>104</sup>. Ces programmes ou études spécialisés peuvent offrir des publications utiles, et des **liens** vers d'autres sources. Ils peuvent également aider un chercheur spécialisé dans la COI à trouver un universitaire pouvant être contacté par courriel ou par téléphone dans un pays d'origine spécifique.

Les instituts ou centres de recherche, tel le Pew Research Center<sup>105</sup>, publient également des études ou enquêtes pertinentes. À la rubrique «Topic» («Sujet») du Pew Research Center, il est par exemple possible de choisir «Gay Marriage and Homosexuality» («Mariage gay et homosexualité») et d'accéder à diverses données. En 2013, le Pew Research Center a également publié une enquête concernant l'acceptation de l'homosexualité dans 39 pays<sup>106</sup>.

- **Médias (généralistes et spécialisés)**

Les rapports dans les médias locaux et internationaux peuvent aider à décrire la situation des LGB, et en particulier l'attitude de la société envers les LGB. Il est toutefois impossible d'offrir un aperçu exhaustif des médias susceptibles de fournir des informations sur les conditions de vie des LGB dans les pays d'origine.

Veillez noter qu'effectuer des recherches dans des **médias en langue non locale** (français et anglais, par exemple) peut fausser les résultats, dans la mesure où ces médias reflètent les origines culturelles et socio-économiques des auteurs, rédacteurs et lecteurs «libéraux».

Comme nous l'avons indiqué au chapitre 2, explorer les **médias locaux** peut donner une bonne idée des concepts utilisés pour désigner les LGB et l'attitude de la société à leur égard.

**IRIN**<sup>107</sup>, un service d'information indépendant, à but non lucratif, qui fournit des nouvelles et analyses humanitaires, traite un ensemble de thèmes, dont celui du genre. En utilisant la fonction de recherche avancée sur son site web, il est possible d'accéder à des articles intéressants sur la situation des LGB dans certains pays d'origine<sup>108</sup>.

Quelques sites web se spécialisent dans les nouvelles concernant les personnes LGB. Ainsi, **SOGI news**<sup>109</sup> fournit des informations sur les décisions des Nations unies, des mises à jour sur les événements mondiaux, des témoignages d'activistes du monde entier, des nouvelles sur les questions régionales et des articles de fond, et **Pink News** est considéré comme le plus grand service d'information gay en Europe<sup>110</sup>. Gardez à l'esprit que les médias spécialisés utilisent parfois des informations trouvées sur l'internet, sans vérifier la source originale. Comme pour tout autre type de source, les informations doivent être vérifiées par recoupement.

- **Revue de sciences sociales, revue ou études médicales (VIH)**

La situation des LGB dans de nombreux pays est étroitement liée aux sphères juridique, sociale, religieuse et familiale, ce qui complique le travail de recherche. Des revues de sciences sociales publient parfois des articles ou des études décrivant la situation des LGB dans une perspective **anthropologique** ou **sociologique**, souvent absente des rapports généraux consacrés aux pays ou aux droits de l'homme.

Des agrégateurs de revues de sciences sociales peuvent aider à couvrir une vaste gamme de journaux<sup>111</sup>. Le site web du Réseau de recherche en sciences sociales (SSRN)<sup>112</sup> présente des documents de recherche qui peuvent être téléchargés gratuitement. Toutefois, en raison du droit d'auteur, seuls les projets de documents, et non la version publiée, sont disponibles. **Google Scholar**<sup>®</sup> offre également une aide dans la recherche d'une documentation spécialisée<sup>113</sup>.

<sup>104</sup> Yale University, *Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Studies* [page web], sans date (<http://lgbs.yale.edu/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>105</sup> Le Pew Research Center est un cercle de réflexion impartial qui informe le public des questions, attitudes et tendances présentes dans le monde, et mène des sondages auprès de l'opinion publique, des recherches démographiques, une analyse des contenus médiatiques, et d'autres recherches empiriques dans le domaine des sciences sociales. Voir Pew Research Center, page d'accueil [site web], sans date (<http://www.pewresearch.org/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>106</sup> Pew Research Center, Global Attitudes Project, *The Global Divide on Homosexuality*, 4 juin 2013 (<http://www.pewglobal.org/2013/06/04/the-global-divide-on-homosexuality/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>107</sup> IRIN [site web], sans date (<http://www.irinnews.org/fr/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>108</sup> IRIN/Recherche avancée [site web], sans date (<http://www.irinnews.org/fr/advancedsearch/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>109</sup> SOGI News [site web], sans date (<http://www.soginews.com/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>110</sup> Pink News [site web], sans date (<http://www.pinknews.co.uk/home/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>111</sup> EASO, atelier COI et LGBTI, 20 et 21 mai 2014.

<sup>112</sup> SSRN [site web], sans date (<http://www.ssrn.com/en/>), page consultée le 19 février 2015.

<sup>113</sup> Google Scholar [moteur de recherche], sans date (<http://scholar.google.com/>), page consultée le 3 décembre 2014.

**Les revues ou études médicales** peuvent constituer une source d'information intéressante en ce qui concerne la perception des LGB et leur accès aux services, car leurs analyses dépassent souvent la sphère purement médicale.

- **Portails COI et médias sociaux en tant que plates-formes de sources**

- **\* Portails COI**

Les portails d'information sur les pays d'origine offrent un point de départ unique à la recherche de COI provenant de sources diverses. Ils sont particulièrement utiles au stade initial de la recherche, car ils permettent aux spécialistes de la COI de retrouver rapidement des informations émanant de sources multiples.

**Le portail européen commun d'information sur les pays d'origine de l'EASO<sup>114</sup>** est une plate-forme qui permet aux fonctionnaires des services d'asile des États membres de l'UE et des États associés d'accéder aux COI de sources diverses<sup>115</sup>. Ce portail contient une rubrique spécifique<sup>116</sup> sur les COI et les LGBTI où les États membres de l'UE et les États associés peuvent partager:

- les produits COI nationaux (prévus, en voie de réalisation ou achevés);
- d'autres publications intéressantes;
- des événements particuliers liés aux LGB (conférences, séminaires, ateliers, etc.).

Le portail COI de l'EASO devrait être accessible au public à partir de 2016.

**Refworld<sup>117</sup>** et **Ecoi.net<sup>118</sup>** sont des portails ouverts au public qui réunissent des informations actualisées, provenant de sources très diverses, sur les pays d'origine. Ils proposent des fonctions de recherche assistée qui peuvent aider à sélectionner les termes de recherche adéquats.

L'ORAM propose un **portail de projets dédiés aux LGBTI<sup>119</sup>**. Cette plate-forme fournit des annonces et des descriptions précises des recherches nécessaires. Elle présente également les recherches à venir et les autres projets liés aux réfugiés LGBTI et à l'asile, élaborés par des ONG de défense des réfugiés, des organisations intergouvernementales, des établissements d'enseignement supérieur et des professionnels. Ces parties prenantes peuvent annoncer leurs futurs travaux sur le portail.

- **\* Médias sociaux**

Il est parfois difficile, pour les chercheurs spécialisés dans la COI, de trouver des contacts utiles dans les pays d'origine, ou de suivre de près les événements locaux. Les médias sociaux (YouTube/blogs/Facebook/Twitter)<sup>120</sup> peuvent les aider dans ce contexte<sup>121</sup>:

- à identifier les **groupes locaux** (ONG)<sup>122</sup>;
- à entrer en contact avec des **informateurs locaux**;
- à suivre les **événements locaux** (manifestations, activités des ONG locales, arrestations, etc.).

Les médias sociaux peuvent se révéler particulièrement utiles pour les pays où les organisations locales ne créent pas et n'entretiennent pas leurs propres sites web. Étant donné que les ONG locales donnent parfois accès à des

<sup>114</sup> Le portail COI est accessible depuis le site web de l'EASO. Veuillez noter que le portail COI est actuellement une plate-forme réservée aux services d'asile nationaux des États membres de l'UE et des États associés. Portail COI européen commun [portail], sans date, accessible à l'adresse: [identifiant requis] (<http://easo.europa.eu/coiportalnotice/>).

<sup>115</sup> Cinq bases de données COI externes sont actuellement connectées au portail COI: MILo/Allemagne; OFPRA/France; Landinfo/Norvège; Lifos/Suède; Tellus/Finlande (l'Irlande les rejoindra prochainement). Les systèmes COI connectés transmettent au portail leurs propres produits COI nationaux, de même que les COI provenant de tiers (ONG, organisations internationales, médias, etc.).

<sup>116</sup> La rubrique se trouve dans l'espace de téléchargement de l'EASO.

<sup>117</sup> Refworld, base de données de protection et d'information du HCR, ouverte au public, fournit de la COI, mais aussi des informations juridiques et politiques. Voir HCR, Refworld [portail], sans date (<http://refworld.org/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>118</sup> Ecoi.net est un portail ouvert au public qui réunit des COI actualisées, utiles dans les procédures de protection internationale. Il est géré par la Croix-Rouge autrichienne (département Accord) et Informationsverbund Asyl und Migration (Allemagne). Voir: Ecoi.net [portail], sans date (<http://www.ecoi.net/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>119</sup> ORAM, Portail de projets concernant les réfugiés LGBTI (*LGBTI Refugee Project Portal*) [portail], sans date (<http://www.portal.oraminternational.org>), page consultée le 16 février 2015.

<sup>120</sup> L'accès à certaines informations (par l'intermédiaire de Facebook, par exemple) nécessite toutefois souvent la création d'un compte spécifique, ce qui soulève la question de l'auto-identification. Certains États membres de l'UE et États associés ont élaboré des lignes directrices sur l'utilisation des médias sociaux. Pour l'utilisation des médias sociaux, voir aussi: Croix-Rouge autrichienne/ACCORD, *Researching Country of Origin Information — Training Manual*, édition 2013, octobre 2013, et les services d'immigration de Nouvelle-Zélande: New Zealand, Immigration, Country Research Branch, *Country of Origin Information and Social Media, Literature Review, Executive Summary*, octobre 2013.

<sup>121</sup> EASO, atelier COI et LGBTI, 20 et 21 mai 2014.

<sup>122</sup> Veuillez noter que l'ILGA fournit sur son site web un annuaire des organisations LGBTI et de leurs alliés, qui peut aider à identifier les groupes locaux. *Annuaire ILGA des organisations LGBTI et de leurs alliés* [page web], sans date (<http://ilga.org/directory/fr/>), page consultée le 3 décembre 2014. DEVDIR, annuaire des organisations de développement, peut aussi permettre d'identifier les ONG locales. Voir: DEVDIR [site web], sans date (<http://www.devdir.org/fr/index.html>), page consultée le 3 décembre 2014.

informations plus spécifiques et actualisées que les grandes organisations de défense des droits de l'homme, entrer en contact avec ces ONG locales peut apporter une aide inestimable. Dans une partie ultérieure consacrée aux «sources orales», nous étudierons comment contacter les ONG locales pour obtenir des informations.

Certains **blogs** se spécialisent dans les LGB. À titre d'exemple, «**Erasing 76 Crimes**» («Effacer 76 crimes») est un blog qui publie des messages, articles et références sur la législation antigays de 76 pays et la lutte menée pour l'annuler<sup>123</sup>. Gardez à l'esprit que, si ce blog signale les arrestations de LGB, il n'annonce pas toujours leur libération. **ARC International**, qui défend les droits des LGB, crée également des réseaux électroniques SOGI axés sur la défense internationale, les discussions et stratégies relatives à la sexualité, les droits sexuels, l'orientation sexuelle, le genre, l'identité de genre et l'expression de genre<sup>124</sup>. Si ces blogs adoptent souvent une position fortement défensive, leurs messages peuvent représenter une bonne manière d'obtenir des informations actualisées et spécifiques et d'identifier d'autres sources.

Le chercheur doit prendre en compte le risque de nuire aux contacts locaux ou aux communautés LGB d'un pays s'il soulève des problèmes concernant les LGB dans les médias sociaux. Dans certains pays, une personne peut être mise en danger pour la seule raison qu'elle a été contactée par un chercheur qui souhaite recueillir des informations sur les LGB.

Comme pour tout autre type de recherche d'informations sur les pays d'origine, les médias sociaux doivent être utilisés avec prudence. Étant donné leur nature non réglementée, certains seront inévitablement dépourvus des critères de qualité traditionnels qui guident le travail des chercheurs spécialisés dans la COI (neutralité, objectivité et protection des données personnelles) et l'élaboration de leurs produits finaux (fiabilité, traçabilité et transparence).

- Pour obtenir des informations complémentaires sur l'utilisation des **médias sociaux dans le domaine de la COI**, consultez le manuel de la Croix-Rouge autrichienne/Accord, *Researching Country of Origin Information — Training Manual*, édition 2013, octobre 2013 (<http://www.coi-training.net/handbook/Researching-Country-of-Origin-Information-2013-edition-ACCORD-COI-Training-manual.pdf>) ou la version française abrégée, *Rechercher les informations sur les pays d'origine — un manuel de formation* (<http://www.refworld.org/pdfid/4ecf8bd42.pdf>).
- Pour obtenir des conseils supplémentaires sur les **recherches dans les médias sociaux**, voir: EASO, *Tools and Tips for Online COI Research*, Les guides pratiques de l'EASO, juin 2014 (<http://easo.europa.eu/wp-content/uploads/Tools-and-tips-for-online-COI-research2.pdf>).

## Sources non électroniques

Les sources en ligne peuvent fournir des renseignements précieux, mais il est nécessaire d'explorer d'autres canaux d'information, susceptibles de délivrer des informations spécifiques et précises:

- livres;
- conférences et ateliers;
- documentaires et films;
- missions exploratoires;
- sources orales.

Nous abordons plus précisément ces sources d'information dans les paragraphes suivants.

- **Livres**

Le site web de LGBT net<sup>125</sup> propose des liens vers des rapports, des enquêtes et des films, mais aussi des références à des livres sur la vie des LGB dans divers pays du monde. Les ressources répertoriées sur ce site web peuvent être retrouvées en utilisant la fonction de recherche disponible sur la page d'accueil.

<sup>123</sup> Erasing 76 Crimes [blog], sans date (<http://76crimes.com/about-2/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>124</sup> ARC International, *Electronic Networking* [page web], sans date (<http://arc-international.net/network-development/electronic-networking>), page consultée le 24 février 2015.

<sup>125</sup> LGBT Net, *Magazines, books and films* [page web], sans date ([http://www.lgbtnet.dk/database/cat\\_view/37-all-documents/48-magazines-books-and-films](http://www.lgbtnet.dk/database/cat_view/37-all-documents/48-magazines-books-and-films)), page consultée le 3 décembre 2014.



- **Conférences/Ateliers**

Les conférences ou les ateliers sur la situation des LGB peuvent fournir une occasion précieuse de recueillir des informations émanant de sources variées et de nouer des contacts avec des experts ou des homologues. Les spécialistes de l'information sur les pays d'origine de certaines unités COI des États membres de l'UE et des États associés participent à ces manifestations. Ils rédigent souvent des résumés des principales discussions ou présentations, qui peuvent devenir une documentation utile en matière de COI. Le 3 décembre 2014, par exemple, le vice-président du Parlement européen a accueilli une conférence sur les droits des LGB en Afrique, organisée par la Fondation Heinrich-Böll<sup>126</sup>, avec des orateurs invités d'Afrique du Sud, du Kenya, de Namibie, du Nigeria et d'Ouganda. Plusieurs chercheurs spécialisés dans la COI ayant assisté à cette conférence ont couvert l'événement<sup>127</sup>. En septembre 2014, Lifos, l'unité COI de l'Agence suédoise des migrations, a organisé un séminaire sur la situation des LGB en Ouganda et au Nigeria. Des chercheurs spécialisés dans la COI de différentes autorités nationales compétentes en matière d'asile étaient invités. À l'occasion du séminaire, Lifos a présenté ses conclusions à l'issue de FFM menées dans ces deux pays, et a invité des orateurs appartenant à des organisations locales nigérianes et à l'Institut danois des droits de l'homme<sup>128</sup>.

- **Documentaires/Films**

Les documentaires ou les films sur la situation des LGB dans les pays d'origine peuvent être une manière efficace de comprendre des situations complexes et sont souvent dotés d'une grande valeur «pédagogique»<sup>129</sup>. Le site web de **LGBT Net**<sup>130</sup> fournit une liste de films et de documentaires sur la vie des LGBT dans divers pays du monde. **Movies that Matter**<sup>131</sup> est une autre plate-forme permettant d'accéder à des films et documentaires sur les droits de l'homme et la justice, y compris la situation des LGB. Cette plate-forme offre une fonction de recherche.

- **Missions exploratoires**

Comme nous l'avons précédemment indiqué, certains services d'asile (l'unité COI dans de nombreux cas) des États membres de l'UE et États associés conduisent des missions exploratoires afin de réunir des informations sur les LGB. Les missions peuvent être exclusivement consacrées au sujet des LGB, ou l'inclure parmi les nombreux domaines étudiés.

Ces missions permettent de recueillir des informations sur le terrain, et de créer ou de renforcer un **réseau de contacts**. Dans certains cas, les missions sont limitées sur les plans de la durée, de la localisation et du nombre et du type de personnes interrogées, mais permettent de réunir des informations inestimables. Dans d'autres cas, les personnes interrogées dans les ONG locales font partie d'un réseau national et ont la possibilité de livrer de nombreuses informations sur la situation dans d'autres parties du pays<sup>132</sup>.

Étant donné le caractère sensible du sujet dans certains pays, il peut être difficile de collecter des informations sur les LGB sur le terrain, et d'en rendre compte. Lifos, le Centre suédois d'information et d'analyse sur les pays d'origine (unité COI de l'Agence suédoise des migrations), a identifié les défis ou limites suivants<sup>133</sup>:

- **Collecte d'informations sur les normes:** si les informations sur les lois et leur application sont souvent aisément accessibles, il peut être bien plus difficile de recueillir des renseignements sur la religion, l'école, la famille, les normes sociétales, les normes de genre ou les relations intimes.
- **Choix de la terminologie appropriée:** les termes peuvent revêtir différentes valeurs selon les pays, mais aussi selon les contextes au sein du même pays. Les délégations doivent être préparées à l'utilisation d'une terminologie particulière avant la mission exploratoire, et doivent être explicites à ce sujet lors de la rédaction du rapport.

<sup>126</sup> La Heinrich Böll Stiftung entend notamment promouvoir la démocratie et faire respecter les droits de l'homme. Elle s'intéresse également à la défense des droits des personnes dont l'identité sexuelle et l'identité de genre diffèrent des schémas traditionnels, et les intègre dans ses programmes dédiés à la démocratie et aux droits de l'homme. Voir: Heinrich Böll Stiftung, *Democracy, LGBTI* [page web], sans date (<http://www.boell.de/en/topics/igtbi>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>127</sup> Heinrich Böll Stiftung, *Europe, Let's speak out for LGBTI Rights in Africa!*, conférence organisée le 3 décembre 2014. Les notes relatives à cette conférence peuvent être obtenues en contactant le CEDOCA ou l'OCILA.

<sup>128</sup> L'Institut danois des droits de l'homme a publié un rapport complet sur les minorités sexuelles et les minorités de genre en Afrique. Voir: Institut danois des droits de l'homme, *Getting to Rights*, 2014, (<http://www.humanrights.dk/publications/getting-rights>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>129</sup> EASO, atelier COI et LGBTI, 20 et 21 mai 2014.

<sup>130</sup> LGBT Net, *Magazines, books and films* [page web], sans date ([http://www.lgbtnet.dk/database/cat\\_view/37-all-documents/48-magazines-books-and-films](http://www.lgbtnet.dk/database/cat_view/37-all-documents/48-magazines-books-and-films)), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>131</sup> Movies that Matter [site web], sans date ([http://www.moviesthatmatter.nl/english\\_index](http://www.moviesthatmatter.nl/english_index)), page consultée le 3 décembre 2014. Movies that Matter a suivi les traces du festival du film d'Amnesty International. Ce site sert de plate-forme internationale pour les films intéressants qui traitent des droits de l'homme et de la justice sociale.

<sup>132</sup> Tel était le cas durant les missions exploratoires conduites par les services d'immigration danois et le Conseil danois pour les réfugiés en Ouganda, en 2013. Voir DIS/DRC, *Situation of LGBT persons in Uganda, fact finding mission to Kampala, Uganda from 16 to 25 June 2013*, janvier 2014, (<https://www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/C0BC7D6B-C3E0-46DA-B151-EA7A28E4362F/0/SituationofLGBTpersonsInUgandaFinal.pdf>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>133</sup> Agence suédoise des migrations, Lifos, courrier électronique, décembre 2014.

- **Exposition des individus et communautés LGBT:** dans certains contextes, parler des questions relatives aux LGBT peut nuire aux contacts locaux ou aux communautés LGBT dans le pays.
- **Observations faussées:** les informations réunies ne sont pas toujours représentatives de toutes les situations locales, dans la mesure où les délégations ont tendance à obtenir des informations liées aux individus éduqués des zones urbaines. De plus, les informations concernent souvent des gays et non des lesbiennes ou d'autres LGBT.
- **Langue:** il peut se révéler difficile de traduire les notes prises durant un entretien de l'anglais vers une langue nationale, car les termes ont des significations et des valeurs différentes d'une langue à l'autre<sup>134</sup>.

Lifos a consacré deux missions exploratoires aux LGBT en 2014, l'une au Nigeria (11-15 mai 2014)<sup>135</sup> et l'autre en Ouganda (6-9 mai 2014). Lifos a adopté deux méthodes distinctes. En Ouganda, la délégation n'a pas contacté les organes gouvernementaux ni les organisations religieuses, car elle avait été informée qu'une simple prise de contact avec eux pouvait nuire à la communauté LGBT. Au Nigeria, Lifos a interrogé la plupart des sources disponibles sur les questions liées aux droits de l'homme, et notamment sur la question des LGBT<sup>136</sup>.

- **Sources orales**

Lorsqu'un chercheur spécialisé dans la COI ne parvient pas à obtenir de renseignements d'une mission exploratoire, ou lorsque les informations écrites sont limitées, il peut réunir utilement des informations en contactant des sources orales par courriel ou par téléphone, ou en organisant une rencontre en face-à-face.

Il est néanmoins parfois difficile de trouver des sources orales. En l'absence d'organisation qui défende ouvertement les LGB dans certains pays d'origine, la recherche d'une source locale qui les défende en secret peut se révéler problématique. **Plusieurs stratégies** peuvent être employées pour résoudre ce problème.

Comme nous l'avons expliqué dans la partie consacrée aux médias sociaux et aux missions exploratoires, il faut toujours être prudent afin de ne pas mettre les sources orales en danger en les contactant pour obtenir des informations sur les questions liées aux LGB.

- \* **Comment les trouver?**

Comme nous l'avons signalé dans les parties précédentes, certaines ONG spécialisées, telle l'ILGA avec son annuaire des organisations LGBTI<sup>137</sup>, fournissent des informations sur les groupes locaux et des coordonnées. D'autres **ONG** spécialisées dans la défense des LGB (qu'elles soient nationales, régionales, ou basées dans les pays voisins), peuvent faciliter la recherche de contacts locaux. Ceci peut également s'appliquer aux **revues LGB** qui ont souvent des correspondants locaux. Les rapports sur la situation des LGB peuvent également indiquer des noms d'organisations locales; tel est, par exemple, le cas du rapport de l'ORAM consacré aux minorités sexuelles et aux minorités de genre en Ouganda<sup>138</sup>. Les médias sociaux, nous l'avons déjà précisé, peuvent aussi permettre de localiser les organisations locales et de trouver leurs coordonnées.

Dans d'autres cas, les sources orales peuvent être trouvées grâce à des **organisations qui luttent contre le VIH/sida**. Dans de nombreux pays où la discussion sur les LGB est taboue, le sujet peut être abordé dans une certaine mesure du point de vue de la santé et de la médecine. Presque toutes les organisations de lutte contre le VIH/sida ont une composante «HSH» (hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes), explicite ou non, et sont donc au courant de la situation des LGB ou connaissent une personne informée. Il faut garder à l'esprit que, dans les pays où le sujet est tabou, certaines personnes peuvent être très méfiantes ou gênées d'aborder ce sujet. Une stratégie consiste à contacter ces professionnels par l'intermédiaire d'une tierce partie, telle une organisation qui soutient et finance certaines de leurs activités. Une organisation de défense des minorités sexuelles et de genre ou de lutte contre le VIH/sida, qui est basée en Europe et finance des activités dans les pays d'Afrique ou du Moyen-Orient, peut par exemple mettre en contact le chercheur avec une source locale. Ainsi, le «Centre de ressources francophones sur le VIH/sida en Afrique» fournit une liste des ONG africaines locales impliquées dans la lutte contre le VIH/sida<sup>139</sup>.

<sup>134</sup> À titre d'exemple, dans certains contextes locaux, l'expression «hommes gays» est moins partielle que l'expression «hommes homosexuels», tandis que l'inverse s'applique à la langue suédoise.

<sup>135</sup> Agence suédoise des migrations, Lifos, *Nigeria. Den kulturella kontexten för hbt-personer*, 18 décembre 2014, (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=33781>), page consultée le 29 janvier 2015.

<sup>136</sup> Agence suédoise des migrations, Lifos, courriel, décembre 2014.

<sup>137</sup> *Annuaire ILGA des organisations LGTBI et de leurs alliés* [page web], sans date (<http://ilga.org/directory/fr/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>138</sup> L'annexe du rapport fournit une liste des organisations LGBTI et des organisations de défense des droits de l'homme en Ouganda. Voir: ORAM, *Country of Origin Report: Sexual and Gender Minorities — Uganda*, octobre 2014, ([http://www.oraminternational.org/images/stories/PDFs/Countryoforigin\\_report.pdf](http://www.oraminternational.org/images/stories/PDFs/Countryoforigin_report.pdf)), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>139</sup> ELSA, Centre de ressources francophones sur le VIH/sida en Afrique [site web], sans date (<http://www.platforme-elsa.org/>), page consultée le 19 février 2015.

**Les organisations locales de protection des droits de l'homme** offrent parfois des informations sur la situation des LGB. Toutefois, ce n'est pas toujours le cas, car les renseignements qu'elles transmettent (ou omettent) peuvent être fortement affectés par les tabous dominants. De plus, quelques pays pénalisent désormais le simple fait que des LGB prennent la parole. Ainsi, il ne faut pas conclure à l'absence de problèmes parce que ces derniers sont peu évoqués ou totalement tus.

Les **collègues** de la **COI** d'autres services d'asile nationaux des États membres de l'UE et des États associés peuvent également contribuer efficacement à la recherche d'informations supplémentaires ou d'éventuelles sources orales.

Veillez noter que l'identification d'une source aura souvent un effet boule de neige: la première source mettra le chercheur en relation avec une ou deux autre(s) source(s), et ainsi de suite.

**\* Comment les contacter?**

Si les LGB sont un sujet tabou, il peut être encore plus important pour le chercheur spécialisé dans la COI de téléphoner au lieu d'envoyer un courriel, ou de compléter l'envoi d'un courrier par un appel téléphonique. Lors de cette prise de contact, le chercheur doit impérativement prendre le temps d'**expliquer clairement** pour quelle **organisation** le chercheur COI travaille et dans quel **but** il recueille des informations.

Le chercheur doit garder à l'esprit que les personnes qu'il contacte n'utilisent peut-être pas **la même terminologie** que lui. Comme nous l'avons mentionné au chapitre 2 sur la terminologie, certaines sources éviteront peut-être les termes «homosexuel» ou «LGB», jugés négatifs et/ou «occidentaux» par nature. Afin de recueillir les renseignements les plus exacts et les plus utiles, le chercheur doit décrire clairement et sans équivoque les informations recherchées, et tenir compte des sensibilités locales et de la terminologie, qui sont essentielles pour comprendre la situation.

Lors de la prise de contact, il importe également de **vérifier les points suivants**:

- Une partie des informations recueillies est-elle confidentielle?
- Le nom de la source peut-il être cité dans un document public? Expliquez à la source ce que «public» signifie dans votre pays: le document sera-t-il disponible en ligne ou sera-t-il uniquement utilisé par les autorités compétentes en matière d'asile ou d'autres parties prenantes du processus d'asile, et au sein des structures concernées?
- Si la personne souhaite rester anonyme, son organisation peut-elle être citée? Si tel n'est pas le cas, l'organisation peut-elle être décrite, et comment?

Si les informations sont transmises par **téléphone ou durant un entretien en face-à-face**, il est conseillé:

- ✓ d'envoyer une transcription de la conversation à la source pour validation;
- ✓ de vérifier avec la source que les informations fournies dans la transcription sont correctes;
- ✓ de veiller à ce que les informations puissent être publiées en toute sécurité.

Dans les pays où les LGB sont victimes d'une répression et où l'homosexualité ou la défense des LGB sont pénalisées, les sources et leurs organisations peuvent être en danger si elles sont ouvertement citées.

## 5. Outils de recherche, de suivi et de partage des informations

### Mots clés/Termes de recherche

Lors de la recherche d'informations sur les pays d'origine, l'utilisation de termes de recherche adéquats, et leur sens plus ou moins large jouent souvent un rôle clé dans les résultats. Cet aspect est encore plus important dans les enquêtes sur la situation des LGB dans les pays d'origine, étant donné la variété des termes utilisés (voir le chapitre 2 sur la terminologie).

Vous avez tout intérêt à débiter par les termes les plus larges lorsque vous commencez à enquêter sur la situation des LGB dans un pays d'origine spécifique. Des termes tels que:

- ✓ homosexuel;
- ✓ homme(s) gay(s);
- ✓ lesbienne;
- ✓ LGB, LGBT, LGBTI;
- ✓ orientation sexuelle.

Cette première étape peut vous mettre sur la voie et vous aider à identifier des concepts plus spécifiques et locaux qui vous permettront finalement de restreindre votre recherche. Toutes les langues n'offrent pas de termes comparables aux termes susmentionnés. Il est même possible que ces termes n'existent pas dans la langue locale.

Les **opérateurs de recherche** (ET, PAS, métacaractères, troncatures) peuvent être utiles pour les variations dans les concepts et les expressions. À titre d'exemples, avec les fonctions de recherche des portails COI Ecoi.net<sup>140</sup> ou Refworld<sup>141</sup> et du portail COI européen commun<sup>142</sup>, l'astérisque\* placé dans ou après le terme recherché permettra d'affiner la recherche (variantes orthographiques, formes du mot).

→ À titre d'exemple, **homo\*** recherchera les documents contenant les termes *homosexuel, homosexuels, homosexualité, homophobe, homophobie, homoérotique*, les termes anglais *homosexual, homosexuals, homosexuality, homophobic, homophobia, homoerotic*, ainsi que les termes allemands *homosexuell, Homosexualität*, etc. Toutefois, votre séquence de recherche devrait également inclure d'autres termes pertinents, tels «hommes gays» ou «homme gay».

→ Si vous recherchez des informations sur les lesbiennes et utilisez le terme **lesb\***, vous obtiendrez des documents contenant les termes *lesbienne, lesbiennes*, le terme anglais *lesbian* et les termes allemands *lesbe* et *lesbisch*.

Veuillez noter que le portail Ecoi.net offre une option de «**recherche guidée**», qui permet de restreindre ou d'élargir le champ de recherche. À chaque fois que l'utilisateur recherche un mot inclus dans le dictionnaire COI, la «recherche guidée» suggère des termes plus généraux ou plus ciblés et des termes associés. Dans Refworld, l'opérateur de recherche utilise la «**recherche assistée**» pour prendre en compte les variations de l'orthographe et des mots.

Pour des informations complémentaires sur les **opérateurs de recherche**, voir: Croix-Rouge autrichienne/ Accord, *Researching Country of Origin Information — Training Manual*, édition 2013, octobre 2013 (<http://www.coi-training.net/handbook/Researching-Country-of-Origin-Information-2013-edition-ACCORD-COI-Training-manual.pdf>) ou la version française abrégée, *Rechercher les informations sur les pays d'origine — un manuel de formation* (<http://www.refworld.org/pdfid/4ecf8bd42.pdf>).

<sup>140</sup> Ecoi.net [portail], sans date (<http://www.ecoi.net/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>141</sup> HCR, Refworld [portail], sans date (<http://refworld.org/>), page consultée le 3 décembre 2014.

<sup>142</sup> EASO, Portail COI européen commun [portail], sans date (<http://easo.europa.eu/coiportalnotice/>).

## Outils en ligne

Pour rendre la recherche plus efficace, des outils en ligne spécifiques<sup>143</sup> peuvent être utilisés:

- la **recherche sur mesure**, telle la recherche personnalisée de Google, permet de limiter une recherche à des sources sélectionnées sur le web;
- les **services d'alerte**, telles les alertes de Google et de Yahoo, vous offrent les moyens de suivre la situation dans les pays qui vous intéressent et dans un domaine particulier, en prédefinisant les requêtes avec des mots clés sélectionnés, une région ou un pays, et une langue. Vous pouvez ensuite recevoir des mises à jour régulières. De nombreux services de nouvelles gays, tels Gay Star News et Pink news, proposent de s'inscrire aux services d'alerte;
- les **RSS** (flux de dépêches) permettent de s'inscrire aux mises à jour de sites web sélectionnés;
- les **outils sociaux de sauvegarde de signets**, tels Delicious ou Diigo, offrent aux utilisateurs la possibilité de mieux organiser leurs signets et d'échanger des sources d'information avec d'autres personnes;
- **Twitter et Facebook** vous permettent de suivre des chercheurs ou organisations sélectionnés pour découvrir les dernières nouvelles.

Vous pouvez également préciser l'adresse d'un site web dans le champ de recherche, après le mot clé (à titre d'exemple, LGBTI: <http://www.refworld.org>), pour restreindre la recherche sur Google.

Pour des informations complémentaires sur les **outils de recherche COI en ligne**, voir: EASO, *Tools and Tips for Online COI Research*, Les guides pratiques de l'EASO, juin 2014 (<http://easo.europa.eu/wp-content/uploads/Tools-and-tips-for-online-COI-research2.pdf>).

## Autres outils

Les chercheurs spécialisés dans la COI des États membres de l'UE et États associés travaillent souvent sur des sujets similaires en même temps, sans le savoir. Il est tout à fait possible que certains chercheurs aient conduit des entretiens fructueux avec des experts sur la situation des LGB, ou aient assisté à des conférences intéressantes qui pourraient être utiles à d'autres chercheurs travaillant sur le même sujet et les mêmes pays d'origine. Certaines unités COI peuvent organiser des missions exploratoires dans les mêmes pays d'origine, quelques semaines ou quelques mois plus tard, sans le savoir.

Plusieurs manières d'accroître le partage d'informations ont été définies durant l'atelier de l'EASO, en mai 2014, et certaines ont déjà été mises en œuvre:

**Listes de sources communes:** le partage des produits COI entre les États membres de l'UE et les États associés est souvent limité par les barrières linguistiques. Toutefois, de nombreuses sources consultées ou utilisées par les chercheurs spécialisés dans la COI sont en langue anglaise. Les principales sources consultées ou utilisées par les chercheurs doivent apparaître à la fin du document final (dans la bibliographie), mais il est possible que des sources bien plus nombreuses ne soient pas citées pour des raisons de concision. Réunies dans une liste distincte, ces sources peuvent devenir un élément d'information utile, facile à partager. **L'annexe du présent guide**, bien que non spécifique à un pays d'origine, constitue un exemple de liste de liens web à partager. Elle sera régulièrement mise à jour. Les États membres de l'UE et les États associés sont invités à la compléter en suggérant de nouvelles sources.

**Liste commune de produits COI nationaux** sur la situation des LGB (planifiés, en cours de réalisation, achevés): cette liste est actuellement disponible sur le portail COI européen commun. Elle est mise à jour si nécessaire. Les États membres de l'UE et les États associés sont invités à informer l'EASO des nouveaux ajouts.

**Ateliers** sur des pays d'origine spécifiques: l'EASO organisera, si nécessaire, des ateliers sur la situation des LGB dans certains pays d'origine, afin de partager expertise et connaissances.

<sup>143</sup> Les références à des technologies en ligne spécifiques ne sont fournies qu'à titre d'exemples; l'EASO ne recommande aucun outil en particulier.

**Diffusion des informations sur les conférences et les réunions:** la section «nouvelles» du portail COI peut être utilisée à cette fin. Tout pays de l'UE ou État associé peut contacter l'EASO pour informer les autres pays de tels événements<sup>144</sup>. Si les informations fournies durant une conférence sont publiques, les chercheurs spécialisés dans la COI qui couvrent l'événement pour leurs propres administrations nationales peuvent éventuellement partager ces informations avec leurs homologues européens. Les informations peuvent être stockées sur le portail COI.

**Partage des transcriptions ou des résumés des entretiens avec des experts:** parce qu'il y a peu d'experts sur les LGB dans les pays d'origine, le recours à un même expert par plusieurs chercheurs spécialisés dans la COI peut entraîner ce que l'on appelle couramment un «épuiement de la source» (les experts peuvent avoir l'impression d'être trop souvent sollicités et de répondre aux mêmes questions). Les chercheurs qui conduisent des entretiens avec des experts sur la question des LGB dans un pays spécifique ou qui assistent à une conférence sur le sujet (voir ci-dessus) peuvent partager les transcriptions avec leurs homologues. Les chercheurs doivent s'assurer que les informations transmises ne contiennent pas d'éléments confidentiels, et que les experts interrogés acceptent le partage de ces informations avec des homologues de la COI. Les chercheurs doivent également préciser clairement si ces informations peuvent apparaître dans des documents publics.

**Rédaction d'un rapport européen commun ou «européanisation» des rapports nationaux.** Plusieurs options sont possibles:

\* si plusieurs États membres de l'UE et États associés jugent nécessaire de rédiger un rapport spécifique sur les LGB, l'EASO peut adresser un appel à contributions à ceux d'entre eux qui disposent d'une expertise au sujet du pays concerné. Ces États peuvent ensuite examiner, après avoir pris en compte la disponibilité des ressources, s'ils vont partager cette expertise avec d'autres États membres de l'UE et États associés en élaborant un produit COI à l'échelle de l'UE (appliquant la méthodologie de l'EASO et révisé par un groupe ad-hoc d'examen par les pairs);

\* si un produit COI national sur les LGB, prévu par un ou plusieurs États membres de l'UE et États associés, répond aux besoins d'un nombre significatif d'États membres de l'UE et États associés, ce produit national peut devenir un produit EASO (appliquant la méthodologie de l'EASO et révisé par un groupe ad hoc d'examen par les pairs).

## Exemples de pratiques et d'outils nationaux

Vous trouverez ci-après des exemples de pratiques et d'outils COI nationaux des autorités nationales compétentes en matière d'asile de l'UE et des États associés. Ces exemples ont été présentés durant l'atelier COI et LGBTI de l'EASO, en mai 2014.

- **Projet d'harmonisation COI LGB (Belgique, Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, CGRA/Cedoca)**

L'objectif du **projet d'harmonisation COI LGB** est d'harmoniser le traitement des dossiers liés aux LGB et d'accroître l'objectivité dans l'examen de ces dossiers. Un **modèle** comprenant une **table des matières standardisée** et une **liste de sources** a été élaboré dans le cadre de ce projet (chapitre 3), afin d'être utilisé pour les produits COI sur les LGB.

De plus, des **indicateurs de recherche** permettent de classer les pays en deux catégories principales (les pays où les LGB souffrent d'une «persécution collective», et ceux où les LGB constituent un «groupe vulnérable»), dans le but d'harmoniser les pratiques décisionnelles.

- **Groupe focal sur les LGBTI (France, Office français de protection des réfugiés et apatrides, OFPRA/DIDR)**

Un **groupe focal sur les LGBTI** sert d'interface entre les décideurs, les chercheurs spécialisés dans la COI et le service juridique au sein de l'OFPRA. L'objectif de ce groupe est de permettre à l'unité d'information sur les pays d'origine d'être plus réceptive, plus efficace et de mieux s'adapter aux besoins des utilisateurs. L'unité COI de l'OFPRA (division de l'information, de la documentation et des recherches, DIDR) a réalisé des fiches d'information concises sur la situation des LGB dans plusieurs pays d'origine.

<sup>144</sup> Veuillez contacter easo-cida@easo.europa.eu

- **Lignes directrices internes (Suède, Agence suédoise des migrations/Lifos)**

L'approche de la SMA envers la COI et les LGB suit les recommandations du rapport *Unknown people. The vulnerability of sexual and gender identity minorities and The Swedish Migration Board's Country of Information system* (janvier 2010)<sup>145</sup>. Le rapport a révélé qu'un manque d'informations qualitatives sur la situation des LGB entraînait souvent des produits COI généraux, obscurs et dépassés, fondés sur des sources peu nombreuses et non équilibrées. Il a montré que les informations concernant les LGB s'attachaient souvent à décrire la situation des gays et que les «sources LGB» ne représentaient pas toujours toutes les personnes LGB. Sur la base de ces observations, la SMA a recommandé de répondre à plusieurs questions dans le cadre des recherches sur la situation des LGB:

- ✓ identifiez les normes et les différences dans le pays d'origine;
- ✓ vérifiez si l'État persécute;
- ✓ si l'État ne persécute pas les LGB, vérifiez les problèmes relatifs à la protection gouvernementale des LGB;
- ✓ vérifiez les problèmes relevant de la société et des acteurs non étatiques.

Veuillez noter que le **ministère de l'intérieur du Royaume-Uni** a récemment publié des instructions sur les questions relatives à l'identité sexuelle dans les demandes d'asile, qui fournissent des conseils sur le thème des LGB dans les rapports COI<sup>146</sup>.

---

<sup>145</sup> Office national suédois des migrations, *Unknown people — The vulnerability of sexual and gender identity minorities and The Swedish Migration Board's Country of Origin Information system*, janvier 2010.

<sup>146</sup> UK, Home Office, *Sexual Identity Issues in the Asylum Claim*, 11 février 2015.

## 6. Limites des recherches

### Temps limité

Un chercheur spécialisé dans la COI peut manquer de temps pour mener une recherche approfondie. Il se trouve alors dans l'impossibilité de documenter les rubriques suggérées dans la table des matières et de vérifier diverses sources. La solution évidente consiste à fournir au chercheur des rapports détaillés récents produits par l'unité COI d'un autre service d'asile ou par des organisations non gouvernementales. De tels rapports ne sont toutefois pas toujours disponibles.

Les paragraphes suivants offrent des conseils au chercheur soumis à des contraintes de temps.

- ✓ Mentionnez la **question spécifique qui fait l'objet de votre recherche** dans l'introduction, ainsi que le **temps limité** consacré à cette recherche. Idéalement, vous présenterez brièvement les sources consultées (voir le chapitre 3). Il faut indiquer clairement que vos recherches ne peuvent pas être **considérées comme** exhaustives.
- ✓ Vérifiez au minimum les **aspects suivants**:
  - a) **le cadre juridique**: existe-t-il des lois ciblant les actes et le comportement homosexuels?
  - b) **Application de la législation**: existe-t-il des cas d'arrestation, de poursuites et de détention de LGB? Sont-ils courants? Les LGB victimes de menaces ou d'actes de violence avertissent-elles les autorités et bénéficient-elles de la protection de l'État?
  - c) **Traitement par les acteurs étatiques**: les LGB sont-elles soumises à des discriminations, exclusions, extorsions, insultes, intimidations, harcèlements, menaces, agressions, violences, chantages ou autres actions de la part des autorités et, si oui, dans quelle mesure?
  - d) Si le temps le permet: comment les LGB sont-elles traitées par les **acteurs non étatiques**?
- ✓ **Sources**

En ce qui concerne le point **a** (cadre juridique), le rapport de l'ILGA intitulé *Homophobie d'État*<sup>147</sup> constitue une bonne référence. Il est néanmoins toujours recommandé de vérifier également le code pénal du pays en question.

En ce qui concerne les points **b, c et d**, les sources générales, et, de manière occasionnelle, les rapports annuels ou spéciaux des organisations de défense des droits de l'homme peuvent être utiles. Refworld<sup>148</sup> et Ecol.net<sup>149</sup> conservent généralement les rapports et articles les plus récents au sujet des LGB. Une simple recherche sur Google, avec des mots clés ou des termes de recherche tels que «homosexuel», «gay», «lesbienne» et «LGB(T)(I)», permet souvent d'accéder rapidement à des liens utiles (voir le chapitre 5). Il est également possible de rechercher des rapports régionaux, car ils contiennent fréquemment des informations sur les situations nationales. Si le pays en question compte des ONG travaillant sur la question, vous pouvez vérifier si elles ont récemment publié des rapports ou des articles.

Afin d'être sûr de ne manquer aucun changement ou incident récent, il est suggéré d'effectuer une recherche sur le pays concerné sur des sites d'actualités spécialisés. Le chapitre 4 et l'annexe II suggèrent divers sites d'actualités spécialisés.

### Informations limitées ou inexistantes

Les informations relatives aux LGB seront très limitées pour certains pays. Tel peut être le cas parce qu'il n'y a rien à rapporter, parce que le sujet est extrêmement tabou, ou parce que rien n'a été publié ou n'est accessible en ligne dans les langues connues du chercheur.

Il est important de préciser qu'aucune information n'a été trouvée sur un sujet précis, ou que les informations sont limitées, et de **décrire les tentatives** faites pour trouver ces informations. Il peut être judicieux de préciser, dans un **avertissement**, que des informations limitées ou inexistantes ne doivent pas avoir d'effet décisif sur la validité de la demande d'asile. Comme nous l'avons précédemment mentionné (chapitre 3), une **introduction** peut être utilisée pour sensibiliser le lecteur à certaines questions pouvant se révéler pertinentes. À titre d'exemples, il peut y avoir un manque général d'informations publiques sur le sujet, ou les COI se concentrent peut-être sur un groupe de personnes spécifique, tels les jeunes hommes gays vivant dans un environnement urbain. S'il dispose de tels éléments d'appréciation, le lecteur sera mieux équipé pour comprendre les résultats de la recherche.

<sup>147</sup> ILGA, *Homophobie d'État* [page web], sans date.

<sup>148</sup> HCR, Refworld [portail], sans date.

<sup>149</sup> Ecol.net [portail], sans date.



# Annexe I — Liste de contrôle des recherches et de la qualité

Comme nous l'avons indiqué au chapitre 4, les recherches sur la situation des LGB doivent respecter les mêmes principes et les mêmes normes de qualité que les autres recherches d'informations sur les pays d'origine, mais des conseils particuliers s'appliquent aux recherches sur la situation des LGB.

La liste de contrôle qui suit résume les principaux éléments d'une recherche sur la situation des LGB. Pour chacun d'eux, nous faisons référence au chapitre pertinent du guide. Les critères de qualité indiqués dans la liste de contrôle doivent être lus conjointement avec les normes de qualité générales de la COI énumérées dans la **Méthodologie du Bureau d'appui relative aux rapports COI** et dans les Lignes directrices communes à l'UE pour le traitement de l'information sur le(s) pays d'origine<sup>150</sup>.

LISTE DE CONTRÔLE DES RECHERCHES ET DE LA QUALITÉ (non exhaustive)	
Questions	Chapitre(s)
Ai-je une bonne connaissance de la terminologie concernée?	2
Ai-je vérifié si une terminologie locale spécifique était utilisée?	2
Ai-je utilisé tous les termes de recherche possibles?	2 et 5
Ai-je exploré toutes les questions liées à ma recherche (me suis-je référé à la liste des questions à explorer fournie dans le guide)?	3
Ai-je consulté certaines des sources fournies à l'annexe II?	4 et annexe II
Ai-je utilisé des sources variées, telles que:	4 et annexe II
✓ sources gouvernementales?	4 et annexe II
✓ ONG généralistes?	4 et annexe II
✓ ONG spécialisées (LGB)?	4 et annexe II
✓ ONG locales?	4 et annexe II
✓ organes des Nations unies?	4 et annexe II
✓ organes de l'UE?	4 et annexe II
✓ universités ou instituts de recherche?	4 et annexe II
✓ médias (généraux et spécialisés)?	4 et annexe II
✓ revues de sciences sociales, revues ou études médicales (VIH/sida)?	4 et annexe II
✓ portails d'information sur les pays d'origine?	4 et annexe II
✓ médias sociaux?	4 et 5
<b>Le cas échéant, ai-je utilisé les sources (non électroniques) suivantes:</b>	4
✓ livres?	4
✓ conférences/ateliers?	4
✓ documentaires/films?	4
✓ rapports ou conclusions des missions exploratoires?	4
✓ sources orales?	4
<b>Ai-je utilisé les sources d'information alternatives suivantes:</b>	4
✓ sources liées à la santé (revues, organisations, etc.)?	
<b>Dans ma recherche de sources locales, ai-je utilisé:</b>	4
✓ des organisations (locales) de lutte contre le VIH/sida?	4
✓ des organisations spécialisées dans la défense des LGB?	4
✓ des médias LGB (correspondants locaux)?	4
<b>Ai-je vérifié, dans la mesure du possible, la fiabilité des sources?</b>	4
<b>Si j'ai utilisé des sources spécialisées dans la défense des LGB, ai-je vérifié qu'elles représentaient toutes les personnes LGB?</b>	4
<b>Si j'ai contacté une source orale, ai-je:</b>	4
✓ vérifié avant de contacter la source en question que cette prise de contact ne la mettrait pas en danger?	4

<sup>150</sup> EASO, *Méthodologie du Bureau d'appui relative aux rapports d'information sur le(s) pays d'origine*, juillet 2012. Union européenne, Lignes directrices communes à l'UE pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (COI, *Country of origin information*), avril 2008.

<b>LISTE DE CONTRÔLE DES RECHERCHES ET DE LA QUALITÉ (non exhaustive)</b>	
✓ pris en compte les sensibilités et la terminologie locales avant de contacter cette source?	3 et 4
✓ pris le temps d'expliquer clairement pour quelle organisation je travaille et à quelle fin je collecte des informations?	4
✓ décrit en termes clairs et non équivoques quelles informations je recherche?	4
✓ vérifié si les informations fournies par la source étaient confidentielles?	4
✓ vérifié si le nom de la source pouvait être mentionné dans le document COI?	4
✓ si la personne souhaite rester anonyme, lui ai-je demandé si je pouvais citer son organisation? Si c'est impossible, l'organisation peut-elle être décrite, et, si tel est le cas, comment?	4
✓ si les informations ont été transmises par téléphone ou lors d'une rencontre en face-à-face, ai-je envoyé une transcription de la conversation à mon interlocuteur?	4
<b>Ai-je contacté des collègues d'autres unités COI?</b>	4 et 5
<b>Ai-je vérifié la liste des produits COI/LGB prévus, en cours de réalisation ou disponibles sur le portail COI de l'EASO?</b>	4 et 5
<b>Dans mon produit COI final, ai-je veillé à inclure une introduction/un avertissement qui couvre les aspects suivants:</b>	3 et 6
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ la portée du rapport?</li> <li>✓ Les sources utilisées et éventuelles limitations?</li> <li>✓ La terminologie?</li> </ul>	
<b>Dans mon produit COI final, la langue utilisée est-elle neutre (impartiale) et objective (non influencée par des opinions, des émotions, des préjugés, etc.)?</b>	Introduction
<b>Toutes les informations fournies dans le rapport sont-elles référencées (notes de bas de page)?</b>	
<b>Toutes les informations fournies dans le rapport sont-elles pleinement référencées dans la bibliographie?</b>	
<b>La qualité de mon produit COI a-t-elle été vérifiée par une tierce partie?</b>	

## Annexe II — Liste des sources

The list below is a compilation of websites providing information on LGB. Though the present guide focuses on lesbian, gay and bisexual persons, the list covers sources that include transgender and intersex persons. All links were accessed in December 2014 and February 2015.

The list has been divided into several parts:

- Specialised NGOs
- Specialised platforms/networks/portals
- Specialised regional NGOs — Africa
- Specialised regional NGOs — Asia
- Specialised regional NGOs — Europe
- Specialised regional NGOs — Latin America
- Non specialised NGOs
- Non specialised portals
- Health-related organisations
- European bodies
- UN organisations
- National asylum administrations
- Universities — Research Centres/Institutes
- Media (specialised and non-specialised)
- Blogs
- Others

Under each subsection, the listing is provided by **alphabetical order**.

A list of local LGB NGOs by country of origin is not included as this would have constituted a lengthy collection. However, links to regional organisations that give information on the situation of LGB in Africa, Asia, Europe and Latin America are provided.

All sources of information, and each piece of information provided by these sources, have to be assessed carefully by COI researchers.

The below list is not exhaustive. If you wish to contribute to it, kindly send your suggestions to: [EASO-CIDA@easo.europa.eu](mailto:EASO-CIDA@easo.europa.eu). The list will be updated accordingly.

## Specialised NGOs

Name	Brief description	Useful features
Advocates for Informed Choices (AIC) <a href="http://aiclegal.org/">http://aiclegal.org/</a>	US organisation with coordinated strategy of legal advocacy for the rights of children with intersex conditions or differences of sex development (DSDs)	Newsletter Annual report Blog
ARC International <a href="http://arc-international.net/">http://arc-international.net/</a>  ARC SOGI Listserv <a href="http://arc-international.net/network-development/electronic-networking">http://arc-international.net/network-development/electronic-networking</a>	Canadian non-profitmaking organisation working to advance LGBT rights	Links to other NGOs Links to UN documents Bulletin (news) A forum focusing on discussions and strategies related to sexuality, sexual rights, sexual orientation, gender, gender identity and gender expression
Bisexual.org <a href="http://bisexual.org/">http://bisexual.org/</a>	Project designed to give a voice to the bisexual community, share accurate information, answer questions, and provide resources for further learning	Publications (books, research, fact sheets, videos) Blog
Female to Male International (FTMInternational) <a href="http://www.ftmi.org/">http://www.ftmi.org/</a>	Organisation providing information and resources on female-to-male transition (legal rights, health)	Legal information
Human Dignity Trust <a href="http://www.humandignitytrust.org">http://www.humandignitytrust.org</a>	Human rights organisation working for the global decriminalisation of sexual identity	Information by country (law) Search function to retrieve case-law, legal analysis, UN/regional human rights mechanisms
Human Rights Campaign <a href="http://www.hrc.org">http://www.hrc.org</a> <a href="http://www.hrc.org/topics/international">http://www.hrc.org/topics/international</a>	US civil rights organisation working to achieve equality for lesbian, gay, bisexual and transgender people	Contains an international page with news, reports, maps of various countries
(The) Interface Project <a href="http://www.interfaceproject.org/">http://www.interfaceproject.org/</a>	Stories of people around the world living with intersex traits — or variations of sex anatomy — under the banner 'No body is shameful'	
International Gay and Lesbian Human Rights Commission (IGLHRC) <a href="http://iglhrc.org/http://iglhrc.org/content/international-documentation-sexual-orientation-and-gender-identity-sogi">http://iglhrc.org/http://iglhrc.org/content/international-documentation-sexual-orientation-and-gender-identity-sogi</a>	International human rights organisation dedicated to improving the lives of people who experience discrimination or abuse on the basis of their sexual orientation, gender identity or expression	Information by country Publications (country reports, shadow reports, newsletters, etc.) International documentation page with links to UN reports/NGO statements Directory of organisations Index of laws Links to other sources
International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA) <a href="http://ilga.org/">http://ilga.org/</a>	Worldwide federation of 1 100 member organisations from 110 countries campaigning for lesbian, gay, bisexual, trans and intersex rights	Twice-yearly updated world report <i>State-sponsored homophobia</i> Information per country

Name	Brief description	Useful features
Kaleidoscope Trust <a href="http://kaleidoscopetrust.com/">http://kaleidoscopetrust.com/</a> <a href="http://kaleidoscopetrust.com/resources/">http://kaleidoscopetrust.com/resources/</a>	UK-based charity working to uphold the human rights of lesbian, gay, bisexual and transgender people internationally	Links to several reports/studies News (Archive) Search function
Micro Rainbow International <a href="http://www.micro-rainbow.com/">http://www.micro-rainbow.com/</a>	NGO addressing the situation of poverty of LGBTI internationally	Reports Miniblogs
Organization for Refuge, Asylum and Migration (ORAM) <a href="http://www.oraminternational.org/">http://www.oraminternational.org/</a> <a href="http://portal.oraminternational.org/">http://portal.oraminternational.org/</a>	International organisation devoted to advocating for LGBTI refugees	Reports on specific countries News Search function Online portal
Other Sheep <a href="http://www.othersheep.org/">http://www.othersheep.org/</a>	Multicultural, ecumenical, non-profitmaking Christian ministry working worldwide for the full inclusion of LGBT people	Information by region News
StopIGM.org Stop Intersex Genital Mutilations In Children's Clinics <a href="http://stop.genitalmutilation.org/">http://stop.genitalmutilation.org/</a>	International human rights NGO of survivors and allies fighting intersex genital mutilations (IGMs) in children's clinics	Search function

## Specialised platforms/networks/portals

Name/Web link	Brief description	Useful features
GayLawNet <a href="http://www.gaylawnet.com/laws/laws.htm">http://www.gaylawnet.com/laws/laws.htm</a>	Website maintained by a retired Australian lawyer	General information Law news, articles, papers
Global Gayz <a href="http://www.globalgayz.com">http://www.globalgayz.com</a>	Travel, culture and LGBT rights website focused on les-bi-gay-trans life	Information by country Search function by country
LGBT Net <a href="http://www.lgbt.net.dk/">http://www.lgbt.net.dk/</a>	Provides Danish organisations and others working in international development with knowledge about LGBTI aspects of development work	Information by country Database of resources searchable by keyword and category (country reports, surveys, magazines, books, films, etc.)
Library of Congress <a href="http://www.loc.gov/law/help/criminal-laws-on-homosexuality/african-nations-laws.php">http://www.loc.gov/law/help/criminal-laws-on-homosexuality/african-nations-laws.php</a>	Laws on homosexuality in African nations	A chart on the treatment of homosexuality in the criminal laws of 49 African nations
Organisation Intersex International (OII) <a href="http://oiiinternational.com/">http://oiiinternational.com/</a>	Decentralised global network of intersex organisations	Information by region Links to reports Links to conferences/events
Right to asylum guide <a href="http://cear-euskadi.org/guia/en/investigacion-sobre-informacion-en-pais-de-origen-2/">http://cear-euskadi.org/guia/en/investigacion-sobre-informacion-en-pais-de-origen-2/</a>	Database on gender-based persecution within the framework of asylum	Searchable database by region, topics (including LGBTI), categories (academia, NGOs, UN, etc.)

## Specialised regional NGOs<sup>151</sup> — Africa

Name	Brief description	Useful features
African Men for Sexual Health and Rights (AMShEr) <a href="http://www.amsher.org/">http://www.amsher.org/</a> <a href="http://www.amsher.org/category/resources/">http://www.amsher.org/category/resources/</a>	Coalition of 18 MSM/LGBTI-led organisations in Africa Focuses on policy, law, health	'Resources' page with links to reports, news, etc.
Africa Regional Sexuality Resource Centre (ARSRC) <a href="http://www.arsrc.org/">http://www.arsrc.org/</a>	Part of a Ford Foundation initiative, 'Global Dialogue of Sexual Health and Well-Being'	Magazines Articles Seminar papers
Centre de ressources francophones sur le VIH/sida en Afrique (Plateforme Ensemble luttons contre le sida en Africa — ELSA) <a href="http://www.plateforme-elsa.org/">http://www.plateforme-elsa.org/</a> <a href="http://www.plateforme-elsa.org/associations-africaines-du-reseau-elsa/annuaire/">http://www.plateforme-elsa.org/associations-africaines-du-reseau-elsa/annuaire/</a> <a href="http://www.plateforme-elsa.org/wp-content/uploads/2014/09/AIDES-2014-GuideAssociationsEtSituationsSanitairesPays.pdf">http://www.plateforme-elsa.org/wp-content/uploads/2014/09/AIDES-2014-GuideAssociationsEtSituationsSanitairesPays.pdf</a>	Platform of five French NGOs active in the struggle against AIDS in Africa via the support of local NGOs	List of local LGBT/HIV-AIDS NGOs by country (statistics, description of NGOs, contact details)
Coalition of African Lesbians (CAL) <a href="http://www.cal.org.za/">http://www.cal.org.za/</a>	Coalition of 30 organisations in 19 African countries to advance justice for lesbian and bisexual women and trans-diverse persons	Reports News Search function
Gay and Lesbian Memory in Action (GALA) <a href="http://www.gala.co.za/index.htm">http://www.gala.co.za/index.htm</a>	Centre for LGBTI culture and education in Africa	Reports
Gender DynamiX (Transgender) <a href="http://www.genderdynamix.org.za/">http://www.genderdynamix.org.za/</a>	African-based organisation solely focusing on the transgender community	Research articles/reports Conference presentations and papers
Heinrich Böll Stiftung — East and Horn of Africa <a href="http://ke.boell.org/categories/gender">http://ke.boell.org/categories/gender</a>	German Green Political Foundation that conducts and supports civic educational activities worldwide. Gender is one of the themes on which the foundation focuses	Links to publications

<sup>151</sup> Une liste des ONG locales de défense des LGBT par pays d'origine n'est pas incluse, car elle serait trop longue et volumineuse. Nous fournissons toutefois des liens vers les organisations régionales.

## Specialised regional NGOs<sup>152</sup> — Asia

Name	Brief description	Useful features
Asian and Pacific Islander Queer Women and Transgender Community (APIQWTC) <a href="http://www.apiqwtc.org/">http://www.apiqwtc.org/</a>	Group of Asian and Pacific islander queer women and transgender people in the Bay Area, who are building communities together	Events Resources
Asia Pacific Coalition on Male Sexual Health (APCOM) <a href="http://www.apcom.org/">http://www.apcom.org/</a>	Coalition of members — governments, UN partners, non-profitmaking and community-based organisations — from Asia and the Pacific working together to advocate, highlight and prioritise HIV issues that affect the lives of MSM and transgender people	Reports and other publications Research

## Specialised regional NGOs<sup>153</sup> — Europe

Name	Brief description	Useful features
ILGA Europe <a href="http://www.ilga-europe.org/home/about_us/members">http://www.ilga-europe.org/home/about_us/members</a>	Worldwide federation of 1 100 member organisations from 110 countries campaigning for lesbian, gay, bisexual, trans and intersex rights	List of LGBTI organisations in 45 European countries

## Specialised regional NGOs — Latin America

Name	Brief description	Useful features
Latin American Center on Sexuality and Human Rights (CLAM) <a href="http://www.clam.org.br/en/default.asp">http://www.clam.org.br/en/default.asp</a>	The centre aims to produce, organise and disseminate knowledge about sexuality from a human rights perspective in order to help fight gender inequality and contribute to the struggle against the discrimination of sexual minorities in the region	News Publications

<sup>152</sup> Une liste des ONG locales de défense des LGBT par pays d'origine n'est pas incluse, car elle serait trop longue et volumineuse. Nous fournissons toutefois des liens vers les organisations régionales.

<sup>153</sup> Une liste des ONG locales de défense des LGBT par pays d'origine n'est pas incluse, car elle serait trop longue et volumineuse. Nous fournissons toutefois des liens vers les organisations régionales.

## Non-specialised NGOs

Name	Brief description	Useful features
Amnesty International — SOGI <sup>150</sup> <a href="http://www.amnesty.org/en/sexual-orientation-and-gender-identity">http://www.amnesty.org/en/sexual-orientation-and-gender-identity</a>	Topical page of Amnesty International website on SOGI	Does not provide links to specific reports (use Amnesty International search function to retrieve information) Terminology Key facts
Democracy Council — LGBTI Global Rights initiative <a href="https://democracycouncil.org/lgbt-global-rights-initiative.html">https://democracycouncil.org/lgbt-global-rights-initiative.html</a>	Human rights organisation working in partnership with local activists in Africa, Asia and Latin America to build grassroots movements that promote and protect the rights of populations marginalised because of gender, ethnicity, race, socioeconomic status, gender identity or disability	Reports News Events
Freedom House LGBT Rights (in Southeast Asia) <a href="https://www.freedomhouse.org/issues/lgbt-rights#.VS5V9RA2xnk">https://www.freedomhouse.org/issues/lgbt-rights#.VS5V9RA2xnk</a> <a href="https://www.freedomhouse.org/program/lgbt-rights-southeast-asia#.VS5WZBA2xnl">https://www.freedomhouse.org/program/lgbt-rights-southeast-asia#.VS5WZBA2xnl</a>	Independent watchdog organisation dedicated to the expansion of freedom around the world. Freedom House helps LGBTI rights groups in Southeast Asia	Reports
Human Rights Watch (HRW) LGBT rights <a href="http://www.hrw.org/topic/lgbt-rights">http://www.hrw.org/topic/lgbt-rights</a>	Topical page of Human Rights Watch website on LGBT	Reports News (LGBT rights) Videos
International Commission of Jurists (ICJ) SOGI UN database <a href="http://www.icj.org/sogi-un-database/">http://www.icj.org/sogi-un-database/</a>	NGO working to promote and protect human rights through the rule of law. The website contains a SOGI UN database	Searchable database to retrieve documents from the treaty bodies and special procedures (Human Rights Council/Commission on Human Rights)
Open Society Foundation LGBTI <a href="http://www.opensocietyfoundations.org/topics/lgbti">http://www.opensocietyfoundations.org/topics/lgbti</a>	Human rights foundation. Also works to combat discrimination by empowering lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex communities to promote and defend their human rights	Reports Events Articles
Rights in exile programme (ex-Fahamu refugee programme) <a href="http://www.refugeelegalaidinformation.org/sexual-orientation-and-gender-identity-lgbti">http://www.refugeelegalaidinformation.org/sexual-orientation-and-gender-identity-lgbti</a> <a href="http://www.refugeelegalaidinformation.org/sexual-orientation-and-gender-identity-country-list">http://www.refugeelegalaidinformation.org/sexual-orientation-and-gender-identity-country-list</a>	Programme created to provide access to knowledge, nurture the growing refugee legal aid and advocacy movement in all countries and encourage active sharing of information as well as expertise among legal practitioners throughout the world	Information by country

<sup>154</sup> SOGI: orientation sexuelle et identité de genre.



## Non-specialised portals

Name	Brief description	Useful features
Common European COI portal <sup>151</sup> <a href="http://easo.europa.eu/">http://easo.europa.eu/</a>	COI platform for EU+ states national asylum administrations. It provides access to COI from various sources (COI units of national asylum administrations, NGOs, international organisations, EU institutions, etc.)	Search function (simple/advanced) Specific LGBTI folder News Notification system
Ecoi.net <a href="http://www.ecoi.net/">http://www.ecoi.net/</a>	Publicly available portal gathering updated COI relevant in procedures for international protection. It is maintained by the Austrian Red Cross (Accord department) and Informationsverbund Asyl & Migration (Germany). Ecoi.net contains more than 225 000 documents from more than 155 sources	Country pages Search function (simple/advanced) Alert system (updates on the latest developments and newly added documents)
Refworld (UNHCR) <a href="http://www.refworld.org/">http://www.refworld.org/</a>	UNHCR's public domain protection and information database. It provides COI, but also legal and policy information. It contains more than 200 000 documents	Country pages Search function (simple/advanced) Alert system (updates on new additions)

## Health-related organisations

Name	Brief description	Useful features
Bridging the gap <a href="http://www.hivgaps.org/">http://www.hivgaps.org/</a>	Organisation working through 21 key population projects in 16 countries	Reports News Blog, video
Centre for AIDS prevention studies (CAPS) <a href="http://caps.ucsf.edu/research/current-research-projects">http://caps.ucsf.edu/research/current-research-projects</a>	The centre conducts research to prevent new HIV infections, improve health outcomes among those infected and reduce disparities	Reports Surveys
Global Commission on HIV and the Law <a href="http://www.hivlawcommission.org/">http://www.hivlawcommission.org/</a>	An independent body, convened by the United Nations Development Programme (UNDP) on behalf of the Joint United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS)	E-library containing a collection of resources and publications on subjects related to the findings and recommendations of the Global Commission on HIV and the Law Research/discussion papers Press releases
Global Forum on MSM and HIV (MSMGF) <a href="http://www.msmsgf.org/">http://www.msmsgf.org/</a>	Network of advocates and other experts in health, human rights, research and policy, working to ensure an effective response to HIV among gay men and other men who have sex with men	Publications (reports, policy briefs, etc.) Directory of organisations Blog
Joint United Nations Programme on HIV and AIDS (Unaids) <a href="http://www.unaids.org/en">http://www.unaids.org/en</a>	Member of the United Nations Development Group. It advocates for accelerated, comprehensive and coordinated global action on the HIV/AIDS epidemic	Information by country Press centre Reports
Kinsey Institute for Research on Sex, Gender and Reproduction <a href="http://www.kinseyinstitute.org/ccies/">http://www.kinseyinstitute.org/ccies/</a>	Institute at Indiana University working towards advancing sexual health and knowledge worldwide	Research papers

<sup>155</sup> Veuillez noter que le portail COI est actuellement une plate-forme réservée aux services d'asile nationaux des États membres de l'UE et États associés (Suisse et Norvège).

Name	Brief description	Useful features
World Professional Association for Transgender Health (WPATH) <a href="http://www.wpath.org/">http://www.wpath.org/</a>	International multidisciplinary professional association to promote evidence-based care, education, research, advocacy, public policy and respect in transgender health	Research Links to transgender/transsexual organisations

## European bodies

Name	Brief description	Useful features
European Parliament Subcommittee on Human Rights (DROI) <a href="http://www.europarl.europa.eu/committees/en/droi/home.html">http://www.europarl.europa.eu/committees/en/droi/home.html</a>	Main responsibilities include all matters relating to human rights, the protection of minorities and the promotion of democratic values, while its geographical remit covers countries outside the EU	Search function
European Parliament Intergroup on LGBT Rights <a href="http://www.lgbt-ep.eu/">http://www.lgbt-ep.eu/</a>	Informal forum for Members of the European Parliament who wish to advance and protect the fundamental rights of LGBT	News Links to European Parliament briefing on LGBTI Links to other sources
European Union Agency for Fundamental Rights (FRA) LGBT page: <a href="http://fra.europa.eu/en/theme/lgbt">http://fra.europa.eu/en/theme/lgbt</a>	Through the collection and analysis of data in the EU, the FRA assists EU institutions and EU Member States in understanding and tackling challenges to safeguard the fundamental rights of everyone in the EU. One of the themes covered by the FRA is LGBT	Survey data explorer News Reports

## UN organisations<sup>156</sup>

Name	Brief description	Useful features
Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR) <a href="http://www.ohchr.org/EN/Pages/WelcomesPage.aspx">http://www.ohchr.org/EN/Pages/WelcomesPage.aspx</a>	OHCHR has a unique mandate from the international community to promote and protect all human rights	Human rights per issue Human rights by country Search function
UNHCR Sexual Orientation and Gender Identity (Refworld) <a href="http://www.refworld.org/sogi.html">http://www.refworld.org/sogi.html</a>	Refworld documents related to sexual orientation and gender identity, including legal, policy and background information	Country-specific information Case-law Links to other sources Search function

<sup>156</sup> Voir aussi ONUSIDA dans les «organisations liées à la santé».

## National asylum administrations

Name	Brief description	Useful features
Bundesamt für Migration and Flüchtlinge (BAMF) Germany (MILO) <a href="https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe?func=llworkspace">https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe?func=llworkspace</a>	BAMF database. Contains COI	Information by country/theme
Danish Immigration Service <a href="https://www.nyidanmark.dk/en-us/publications/SearchPublications.htm?searchType=publications">https://www.nyidanmark.dk/en-us/publications/SearchPublications.htm?searchType=publications</a>	Publications from the Danish Immigration Service	Search function
Home Office — United Kingdom Country information and guidance <a href="https://www.gov.uk/government/collections/country-information-and-guidance">https://www.gov.uk/government/collections/country-information-and-guidance</a>	Publications of the UK Home Office COI service	List of publications
Immigration and Refugee Board (IRB) Canada <a href="http://www.irb-cisr.gc.ca/Eng/ResRec/NdpCnd/Pages/index.aspx">http://www.irb-cisr.gc.ca/Eng/ResRec/NdpCnd/Pages/index.aspx</a>	Publications of the Research Directorate of the IRB	National documentation packages by country Responses to information requests Recent research Search function
Landinfo Norwegian Country of Origin Information Centre <a href="http://landinfo.no/id/162.0">http://landinfo.no/id/162.0</a>	Publications of Landinfo	Search function
Migrationsverket/Swedish Migration Agency Lifos — Centre for Country of Origin Information and Analysis <a href="http://lifos.migrationsverket.se/lifos_aktuell.html">http://lifos.migrationsverket.se/lifos_aktuell.html</a>	Publications of the Centre for Country of Origin Information and Analysis	Search function
Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) France — DIDR <a href="http://www.ofpra.gouv.fr/index.html?xml_id=307&amp;dtd_id=10">http://www.ofpra.gouv.fr/index.html?xml_id=307&amp;dtd_id=10</a>	Publications of the Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches (DIDR)	Lists of recent COI reports and FFM reports

## Universities — Research centres/institutes

Name	Brief description	Useful features
Centre for Gender and Refugee Studies (CGRS) <a href="http://cgrs.uchastings.edu/#sthash.PCQC56yJ.dpuf">http://cgrs.uchastings.edu/#sthash.PCQC56yJ.dpuf</a>	Protects fundamental human rights of refugee women, children, LGBT through legal expertise and training, impact litigation, policy development, research, in-country fact-finding	Links to publications
International Spectrum — University of Michigan <a href="http://internationalspectrum.umich.edu/global/worldwideorgs">http://internationalspectrum.umich.edu/global/worldwideorgs</a>	Collaborative website by the University of Michigan's International Center and the Spectrum Center. Provides information on LGBTQ	International and LGBT organisations and resources
Pew Research Center <a href="http://www.pewresearch.org/topics/gay-marriage-and-homosexuality/">http://www.pewresearch.org/topics/gay-marriage-and-homosexuality/</a>	Fact tank that informs the public about the issues, attitudes and trends shaping the USA and the world	Articles Surveys
University of Toronto, Faculty of Law, International Human Rights Programme <a href="http://ihrp.law.utoronto.ca/page/working-group-and-clinic-reports/sogi-resources">http://ihrp.law.utoronto.ca/page/working-group-and-clinic-reports/sogi-resources</a>	The Human Rights Programme offers a list of SOGI resources	Information by country (reports)
LGBT studies (LGBTS) Yale University <a href="http://lgbts.yale.edu/">http://lgbts.yale.edu/</a>	LGBTS at Yale promotes innovative interdisciplinary scholarships and teaching on the historical and contemporary experience of LGBT	Link to LGBTI organisations Links to sources

## Media (specialised and non-specialised)

Name	Brief description	Useful features
Afrol News <a href="http://www.afrol.com/categories/gay_lesbian">http://www.afrol.com/categories/gay_lesbian</a>	African news	Archive search
Gay and Lesbian Alliance against Defamation (GLAAD) <a href="http://www.glaad.org/">http://www.glaad.org/</a>	Media working with print, broadcast and online news sources	News Search function
Gay Star News <a href="http://www.gaystarnews.com/">http://www.gaystarnews.com/</a>	UK gay media company	News Search function
Guardian (The), LGBT Rights <a href="http://www.theguardian.com/world/lgbt-rights">http://www.theguardian.com/world/lgbt-rights</a> <a href="http://www.theguardian.com/society/gay-marriage">http://www.theguardian.com/society/gay-marriage</a> <a href="http://www.theguardian.com/society/transgender">http://www.theguardian.com/society/transgender</a>	Specific page of the UK newspaper highlighting LGBTI-rights-related news. Also pages on gay marriage and transgender	News Links to sources
IRIN News (Gender issues) <a href="http://www.irinnews.org/">http://www.irinnews.org/</a> <a href="http://www.irinnews.org/theme/gen/gender-issues">http://www.irinnews.org/theme/gen/gender-issues</a>	Independent, non-profitmaking media organisation	News Search function (simple/advanced) Links to articles, reports and films
Journal of Bisexuality (American Institute of Bisexuality) <a href="http://www.tandfonline.com/toc/wjbi20/current#.VllbmW2E79p">http://www.tandfonline.com/toc/wjbi20/current#.VllbmW2E79p</a>		Search function (books, journals)
LGBTQNation <a href="http://www.lgbtqnation.com/">http://www.lgbtqnation.com/</a>	US LGBTQ news source	News by region Search function Blog
Pink News <a href="http://www.pinknews.co.uk/world-news/">http://www.pinknews.co.uk/world-news/</a>	European gay news service; covers religion, politics, entertainment, finance, and community news for LGBT (UK/worldwide)	Information by region Search function
SOGI News <a href="http://www.soginews.com/">http://www.soginews.com/</a>	Swedish Federation for LGBT Rights (RFSL). RFSL is a non-profitmaking organisation working for the rights of LGBTQ	Information on decisions made in the UN Updates on global events/regional news Testimonies by activists from all over the world In-depth feature articles
Têtu (in French) <a href="http://tetu.yagg.com/">http://tetu.yagg.com/</a>	French gay magazine	News (international) Magazine Blog

## Blogs

Name	Brief description	Useful features
Erasing 76 Crimes <a href="http://76crimes.com">http://76crimes.com</a>	Blog on the 76 countries' anti-gay laws and the struggle to repeal them	News archive searchable by country Lists of imprisoned people
Mehdi Kazemi — LGBTI asylum news <a href="http://madikazemi.blogspot.ch/">http://madikazemi.blogspot.ch/</a>	Website initially set up to help save gay Iranian Mehdi Kazemi from deportation to execution	Links to sources Blog documents the situation in countries from which LGBT people are fleeing
(A) Paper Bird <a href="http://paper-bird.net/">http://paper-bird.net/</a>	Blog by Scott Long, researcher and activist on sexual orientation/gender identity Main focus is on the Middle East	

## Others

Name	Brief description	Useful features
<i>The international encyclopedia of sexuality</i> <a href="http://www.sexarchive.info/IES/">http://www.sexarchive.info/IES/</a>		Information by country
Al Bab.com LGBT rights in Arab countries <a href="http://www.al-bab.com/arab/background/gay2.htm">http://www.al-bab.com/arab/background/gay2.htm</a>	LGBT rights in Arab countries	Information by country

## Bibliography

*The list is provided in alphabetical order.*

AI (Amnesty International), *Sexual orientation and gender identity* [webpage], n.d. (<http://www.amnesty.org/en/sexual-orientation-and-gender-identity>), accessed 3 December 2014.

ARC International,

*The UN special procedures: A guide for sexual orientation and gender identity advocates*, n.d. (<http://arc-international.net/wp-content/uploads/2011/08/arc-guide-special-procedures.pdf>), accessed 3 December 2014.

*Electronic networking* [webpage], n.d. (<http://arc-international.net/network-development/electronic-networking>), accessed 24 February 2015.

Austrian Red Cross/Accord, *Researching country of origin information — Training manual*, 2013 edition, October 2013 (<http://www.coi-training.net/handbook/Researching-Country-of-Origin-Information-2013-edition-Accord-COI-Training-manual.pdf>), accessed 3 December 2014.

BBC News, *Ugandan 'homosexuals' named in Red pepper paper*, 25 February 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-26338941>), accessed 16 February 2015.

Belgium, Cedoca,

*Subject-related briefing 'Sénégal: Situation actuelle de la communauté homosexuelle et MSM'*, 12 February 2013.

*COI focus, Template for COI product on homosexuality*, n.d.

Berkowitz Eric, *Sex and punishment: Four thousand years of judging desire*, Counterpoint press, Berkeley, 2012.

Beyrer Chris, Wirtz Andrea L., Walker Damian, Johns Benjamin, Sifakis Frangiscos and Baral Stefan D., *The global HIV epidemics among men who have sex with men*, The World Bank, 2011 (<http://siteresources.worldbank.org/INTHIVAIDS/Resources/375798-1103037153392/MSMReport.pdf>), accessed 3 December 2014.

Bint el Nas, *Glossary of Arabic terms*, July 2003 (<http://www.bintelnas.org/10muqadeema/transl-eng.html>), accessed 27 January 2015.

Bisexual Index (The) [website], n.d. (<http://www.bisexualindex.org.uk/>), accessed 16 February 2015.

Bridging the Gaps [website], n.d. (<http://www.hivgaps.org/>), accessed 3 December 2014.

Canavera Mark, 'The Kuchu beehive', *The World Post* [weblog], posted on: 2 August 2010 ([http://www.huffingtonpost.com/mark-canavera/the-kuchu-beehive\\_b\\_666033.html](http://www.huffingtonpost.com/mark-canavera/the-kuchu-beehive_b_666033.html)), accessed 3 December 2014.

Coolslang, *Arabic slang dictionary with English translation* [online dictionary], n.d. (<http://www.coolslang.com/index.php?OL=ara>), accessed 2 February 2015.

Devdir (Directory of Development Organisations) [website], n.d. (<http://www.devdir.org/>), accessed 3 December 2014.

DIS/DRC (Danish Immigration Service/Danish Refugee Council), *Situation of LGBT persons in Uganda, joint report from the Danish Immigration Service's and the Danish Refugee Council's fact-finding mission to Kampala, Uganda from 16 to 25 June 2013*, January 2014 (<https://www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/C0BC7D6B-C3E0-46DA-B151-EA7A28E4362F/0/SituationofLGBTpersonsInUgandaFinal.pdf>), accessed 3 December 2014.

Danish Institute for Human Rights, *Getting to rights — The rights of lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons in Africa*, 2014 (<http://www.humanrights.dk/publications/getting-rights>), accessed 3 December 2014.

EASO (European Asylum Support Office),

COI and LGBTI workshop, meeting in Malta, held on 20–21 May 2014.

Common European COI portal [portal], n.d., accessible at [login required]: (<http://easo.europa.eu/coiportalnotice/>)

*EASO country of origin information report methodology*, July 2012 (<http://easo.europa.eu/wp-content/uploads/BZ3012618ENC.pdf>), accessed 3 December 2014.

'Tools and tips for online COI research', in *EASO practical guide series*, June 2014 (<http://easo.europa.eu/wp-content/uploads/Tools-and-tips-for-online-COI-research2.pdf>), accessed 3 December 2014.

*Training module: Gender, gender identity and sexual orientation*, EASO learning platform, 2015 version (<https://ceac.easo.europa.eu/eac/>), accessed 3 December 2014. Subscription required.

Ecoi.net [portal], n.d. (<http://www.ecoi.net/>), accessed 3 December 2014.

*Economist (The)*, 'The gay divide', 11 October 2014 (<http://www.economist.com/news/leaders/21623668-victories-gay-rights-some-parts-world-have-provoked-backlash-elsewhere-gay>), accessed 16 February 2015.

ELGE (European Institute for Gender Equality), *Gender-based violence* [webpage], n.d. (<http://eige.europa.eu/content/activities/gender-based-violence>), accessed 3 December 2014.

ELSA (plateforme Ensemble Luttons contre le Sida en Afrique), Centre de ressources francophones sur le VIH/sida en Afrique [website], n.d. (<http://www.plateforme-elsa.org/>), accessed 19 February 2015.

Erasing 76 Crimes [weblog], n.d. (<http://76crimes.com/about-2/>), accessed 3 December 2014.

European Parliament,

Directive No 2011/95/EU of the European Parliament and of the Council of 13 December 2011 on standards for the qualification of third-country nationals or stateless persons as beneficiaries of international protection, for a uniform status for refugees or for persons eligible for subsidiary protection, and for the content of the protection granted (recast), available at: (<http://easo.europa.eu/wp-content/uploads/Dve-2011-95-Qualification.pdf>), accessed 3 December 2014.

European Parliament Resolution of 4 February 2014 on the EU roadmap against homophobia and discrimination on grounds of sexual orientation and gender identity (<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P7-TA-2014-0062&language=EN&ring=A7-2014-0009>), accessed 3 December 2014.

*Human Rights Committee/Documents* [webpage], n.d. (<http://www.europarl.europa.eu/committees/en/droi/search-in-documents.html>), accessed 3 December 2015.

*Human Rights Committee* [webpage], n.d. (<http://www.europarl.europa.eu/committees/en/droi/home.html>), accessed 3 December 2014.

*Intergroup on LGBT rights* [webpage], n.d. (<http://www.lgbt-ep.eu/>), accessed 3 December 2014.

European Union, *Common EU Guidelines for processing Country of Origin Information (COI)*, April 2008, (<http://www.refworld.org/docid/48493f7f2.html>), accessed 15 February 2015.

France, OFPRA (French Office for the Protection of Refugees and Stateless persons), *Rapports de Missions* [webpage], n.d. ([http://www.ofpra.gouv.fr/index.html?xml\\_id=307&dtd\\_id=10](http://www.ofpra.gouv.fr/index.html?xml_id=307&dtd_id=10)), accessed 3 December 2014.

Ganly, Katharine, *Arab world: Trouble for gay travels in the Muslim world*, Global voices [weblog], posted on: 15 July 2009 (<http://globalvoicesonline.org/2009/07/15/arab-world-trouble-for-gay-travels-in-the-muslim-world/>), accessed 27 January 2015.

GLAAD (Gay and Lesbian Alliance against Defamation), *GLAAD media reference guide — Transgender Issues*, n.d. (<http://www.glaad.org/reference/transgender>), accessed 6 March 2015.

Google scholar [search engine], n.d. (<http://scholar.google.com/>), accessed 3 December 2014.



Heinrich Böll Stiftung,

*Democracy, LGBTI* [webpage], n.d. (<http://www.boell.de/en/topics/lgtbi>), accessed 3 December 2014.

*Europe, Let's speak out for LGBTI rights in Africa!*, Public conference meeting poster, meeting in Brussels on 3 December 2014 ([http://calendar.boell.de/sites/default/files/lgtbi\\_poster\\_a4\\_rgb\\_mail\\_2.pdf](http://calendar.boell.de/sites/default/files/lgtbi_poster_a4_rgb_mail_2.pdf)), accessed 15 December 2014.

HRW (Human Rights Watch), *LGBT rights* [webpage], n.d. (<http://www.hrw.org/topic/lgbt-rights>), accessed 3 December 2014.

IGLHRC (International Gay and Lesbian Human Rights Commission),

[website], n.d. (<http://iglhrc.org/>), accessed 3 December 2014.

*Sections reports* [webpage] n.d. (<http://iglhrc.org/content/reports>), accessed 3 December 2014.

*Shadow reports* [webpage] n.d. (<http://iglhrc.org/our-publications/shadow-reports>), accessed 3 December 2014.

ILGA (International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association),

*ILGA-Europe glossary*, updated: July 2014 (<http://www.ilga-europe.org/home/publications/glossary>), accessed 3 December 2014.

*ILGA's directory of LGBTI and allied organisations* [webpage], n.d. (<http://ilga.org/directory/>), accessed 3 December 2014.

*Maps* [webpage], n.d. (<http://ilga.org/what-we-do/lesbian-gay-rights-maps/>), accessed 3 December 2014.

*News archive* [webpage], n.d. (<http://ilga.org/category/uncategorized/>), accessed 3 December 2014.

*State-sponsored homophobia report* [webpage], n.d. (<http://ilga.org/what-we-do/state-sponsored-homophobia-report/>), accessed 3 December 2014.

IRIN, Humanitarian news and analysis [website], n.d. (<http://www.irinnews.org/>), accessed 3 December 2014; see advanced search (<http://www.irinnews.org/advancedsearch>).

It's Pronounced Metrosexual, *The genderbread person*, 2012 (<http://itspronouncedmetrosexual.com/2012/01/the-genderbread-person/>), accessed 26 February 2015.

Jansen, S., Spijkerboer, T., *Fleeing homophobia, Asylum claims related to sexual orientation and gender identity in Europe*, COC Netherlands/VU University Amsterdam, September 2011 ([http://www.vu.nl/Images/Fleeing%20Homophobia%20report%20EN\\_tcm9-232205.pdf](http://www.vu.nl/Images/Fleeing%20Homophobia%20report%20EN_tcm9-232205.pdf)), accessed 3 December 2014.

*LA Times*, 'Morocco: New magazine braves risks to give voice to Arab homosexuals', 28 April 2010 (<http://latimesblogs.latimes.com/babylonbeyond/2010/04/morocco-draft-new-magazine-gives-voice-to-arab-homosexuals-.html>), accessed 2 February 2015.

LaViolette, N., 'Independent human rights documentation and sexual minorities: an ongoing challenge for the Canadian refugee determination process', in: *The International Journal of Human Rights*, Vol. 13, No 2-3, April-June 2009 (<http://dx.doi.org/10.1080/13642980902758234>), accessed 3 December 2014, pp. 437-476.

LGBT Net, *Magazines, books and films* [webpage], n.d. ([http://www.lgbtnet.dk/database/cat\\_view/37-all-documents/48-magazines-books-and-films](http://www.lgbtnet.dk/database/cat_view/37-all-documents/48-magazines-books-and-films)), accessed 3 December 2014.

Moscas De Colores, *Gay dictionary: Arabic*, n.d. (<http://www.moscasdecolores.com/en/gay-dictionary/arabic>), accessed 2 February 2015.

Movies that Matter [website], n.d. ([http://www.moviesthatmatter.nl/english\\_index](http://www.moviesthatmatter.nl/english_index)), accessed 3 December 2014.

Netherlands (The), Ministry of Foreign Affairs, *Ambtsberichten* [webpage], n.d. (<http://www.rijksoverheid.nl/ministeries/bz/documenten-en-publicaties/ambtsberichten>), accessed 3 December 2014.

New Zealand, Immigration, Country Research Branch, *Country of origin information and social media, literature review, Executive summary*, October 2013, available at: (<http://www.ecoi.net/blog/wp-content/uploads/2013/10/CRB-Country-of-Origin-Information-and-Social-Media-Executive-Summary-October-2013.pdf>), accessed 3 December 2014.

OHCHR (Office of the High Commissioner for Human Rights),

*Discriminatory laws and practices and acts of violence against individuals based on their sexual orientation and gender identity, Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights, A/HRC/19/41*, 17 November 2011, available at: ([http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Discrimination/A.HRC.19.41\\_English.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Discrimination/A.HRC.19.41_English.pdf)), accessed 3 December 2014.

*Universal periodic review (UPR)* [webpage], n.d. (<http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/UPRMain.aspx>), accessed 3 December 2014.

OII (Organisation International Intersex), OII Intersex Network [website], n.d. (<http://oiiinternational.com/intersex-library/intersex-articles/what-is-intersex/>), accessed 19 February 2015.

Online etymology dictionary [website], n.d. (<http://www.etymonline.com/index.php?term=faggot>), accessed 28 January 2015.

Opanga Kwendo, *Kenya; What is this about tying aid to gay rights?*, allAfrica [weblog], 10 December 2011 (<http://allafrica.com/stories/201112120227.html>), accessed 3 December 2014. Subscription required.

ORAM (Organization for Refugee, Asylum and Migration),

*Blind alleys, Part I: Guidance for NGOs, governments, UNHCR and programme funders, Glossary of terms*, February 2013 ([http://www.oraminternational.org/images/stories/PDFs/blindalleys/oram\\_recommending\\_final\\_lr.pdf](http://www.oraminternational.org/images/stories/PDFs/blindalleys/oram_recommending_final_lr.pdf)), accessed 3 December 2014.

*Country of origin report: Sexual and gender minorities — Uganda*, October 2014 ([http://www.oraminternational.org/images/stories/PDFs/Countryoforigin\\_report.pdf](http://www.oraminternational.org/images/stories/PDFs/Countryoforigin_report.pdf)), accessed 3 December 2014.

LGBTI Refugee Project Portal [portal], n.d. (<http://www.portal.oraminternational.org>) accessed 16 February 2015.

[website], n.d. (<http://www.oraminternational.org/en/>), accessed 3 December 2014.

Palmer, Bryan, *How do you say gay in Arabic? A brief linguistic history of Middle Eastern homosexuality*, Slate, 16 August 2012 ([http://www.slate.com/articles/life/explainer/2012/08/homosexuality\\_and\\_islam\\_how\\_do\\_you\\_say\\_gay\\_in\\_arabic\\_.html](http://www.slate.com/articles/life/explainer/2012/08/homosexuality_and_islam_how_do_you_say_gay_in_arabic_.html)), accessed 26 February 2015.

Pew Research Center,

Global attitudes project, *The global divide on homosexuality*, 4 June 2013 (<http://www.pewglobal.org/2013/06/04/the-global-divide-on-homosexuality/>), accessed 3 December 2014.

[website], n.d. (<http://www.pewresearch.org/>), accessed 3 December 2014.

Pink News [website], n.d. (<http://www.pinknews.co.uk/home/>), accessed 3 December 2014.

Refugee Studies Centre, *Sexual orientation in refugee status determination*, Working paper series No 74, April 2011 (<http://www.rsc.ox.ac.uk/files/publications/working-paper-series/wp74-sexual-orientation-refugee-status-determination-2011.pdf>), accessed 17 December 2014.

SOGI News [website], n.d. (<http://www.soginews.com/>), accessed 3 December 2014.

SSRN (Social Science Research Network) [website], n.d. (<http://www.ssrn.com/en/>), accessed 19 February 2015.

Swedish Migration Agency, Lifos,

E-mail, December 2014.

*Nigeria. Den kulturella kontexten för hbt-personer*, 18 December 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=33781>), accessed 29 January 2015.

*Unknown people — The vulnerability of sexual and gender identity minorities and the Swedish Migration Board's country of origin information system*, January 2010 ([http://www.migrationsverket.se/download/18.5e83388f141c129ba631295e/1381926423611/migrationsverket\\_unknown\\_people.pdf](http://www.migrationsverket.se/download/18.5e83388f141c129ba631295e/1381926423611/migrationsverket_unknown_people.pdf)), accessed 3 December 2014.

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees),

*Need-to-know guidance 2, Working with lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons in forced displacement*, 2011 (<http://www.refworld.org/pdfid/4e6073972.pdf>), accessed 27 February 2015.

Refworld [portal], n.d. (<http://refworld.org/>), accessed 3 December 2014.

*UNHCR guidelines on International Protection No 1, UNHCR guidelines on international protection gender-related persecution within the context of Article 1A(2) of the 1951 convention and/or its 1967 protocol relating to the Status of Refugees*, HCR/GIP/02/01, 7 May 2002 (<http://www.unhcr.org/3d58ddef4.html>), accessed 3 December 2014.

*UNHCR guidelines on International Protection No 9, claims to refugee status based on sexual orientation and/or gender identity within the context of Article 1A(2) of the 1951 convention and/or its 1967 protocol relating to the status of refugees*, 23 October 2012 (<http://www.unhcr.org/50ae466f9.html>), accessed 3 December 2014.

Unicef, *Position Paper No 9, Eliminating discrimination against children and parents based on sexual orientation and/or gender identity*, November 2014 ([http://www.unicef.org/media/files/Position\\_Paper\\_Sexual\\_Identification\\_and\\_Gender\\_Identity\\_12\\_Nov\\_2014\(2\).pdf](http://www.unicef.org/media/files/Position_Paper_Sexual_Identification_and_Gender_Identity_12_Nov_2014(2).pdf)), accessed 11 February 2015.

University of Toronto, Faculty of Law,

*Sexual diversity* [webpage], n.d. (<http://ihrp.law.utoronto.ca/expertise/sexual-diversity>), accessed 3 December 2014.

*Research checklist — A guide to the sources used in SOGI's research process*, 7 March 2011 ([http://ihrp.law.utoronto.ca/utfl\\_file/count/documents/SOGI/SOGI%20sources%20checklist%202011.pdf](http://ihrp.law.utoronto.ca/utfl_file/count/documents/SOGI/SOGI%20sources%20checklist%202011.pdf)), accessed 3 December 2014.

UK, Home Office,

*Asylum policy instruction: Sexual identity issues in the asylum claim*, Version 5.0, 11 February 2015 (<https://www.gov.uk/government/publications/sexual-identity-issues-in-the-asylum-claim>), accessed 24 February 2015.

*Country information and guidance* [webpage], updated on: 23 February 2015 (<https://www.gov.uk/government/collections/country-information-and-guidance>), accessed 3 December 2014.

*Sexual identity issues in the asylum claim*, Sexual asylum policy instruction, Version 5.0, 11 February 2015, <https://www.gov.uk/government/publications/sexual-identity-issues-in-the-asylum-claim>, accessed 24 February 2015.

US Department of State, *Country reports* [webpage], n.d. (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/>), accessed 3 December 2014.

Yale University, *Lesbian, gay, bisexual and transgender studies* [webpage], n.d. (<http://lgbts.yale.edu/>), accessed 3 December 2014.

Yogyakarta principles (The), *Yogyakarta principles on the application of international human rights law in relation to sexual orientation and gender identity*, March 2007 ([http://www.yogyakartaprinciples.org/principles\\_en.pdf](http://www.yogyakartaprinciples.org/principles_en.pdf)), accessed 3 December 2014.







## COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE?

### **Publications gratuites:**

- un seul exemplaire:  
sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- exemplaires multiples/posters/cartes:  
auprès des représentations de l'Union européenne ([http://ec.europa.eu/represent\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/represent_fr.htm)),  
des délégations dans les pays hors UE ([http://eeas.europa.eu/delegations/index\\_fr.htm](http://eeas.europa.eu/delegations/index_fr.htm)),  
en contactant le réseau Europe Direct ([http://europa.eu/europedirect/index\\_fr.htm](http://europa.eu/europedirect/index_fr.htm))  
ou le numéro 00 800 6 7 8 9 10 11 (gratuit dans toute l'UE) (\*).

(\*) Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

### **Publications payantes:**

- sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

